



**Revue de presse :**

**Le traitement de la question de la gratuité des soins  
par la presse malienne  
(2005 – 2009)**

*Fabrice ESCOT*

Mars 2010

## Sommaire

<b>I- Méthodologie</b>	<b>p. 3</b>
1. Choix des publications investiguées	p. 3
2. Méthode d'investigation	p. 5
<b>II- Profil des journaux maliens investigués</b>	<b>p. 6</b>
<b>III- Opinion des directeurs de publication sur la question de la gratuité des soins</b>	<b>p. 16</b>
<b>IV- Analyse du corpus des articles</b>	<b>p. 21</b>
1. Composition du corpus	p. 21
2. Typologie des articles	p. 22
3. Pathologies/thématiques centrales	p. 25
4. Analyse transversale : les approches et rhétoriques	p. 27
3. Analyse du contenu par type d'article	p. 33
A. L'annonce des mesures de gratuité	p. 33
B. La louange de l'État malien et de son chef	p. 36
C. La référence	p. 39
D. La mise en œuvre des mesures	p. 40
a. La théorie : les modalités d'application prévues	p. 40
b. Le financement	p. 45
c. La réalité : les obstacles et les difficultés	p. 47
E. Les résultats	p. 52
F. Le plaidoyer	p. 58
G. Les gratuités ponctuelles	p. 60
<b>IV- Conclusions</b>	<b>p. 63</b>

# **I- Méthodologie**

## **1. Choix des publications investiguées**

### **a. État de la presse malienne**

Le Mali bénéficie depuis la transition démocratique d'une liberté de la Presse globalement respectée, même si le 'fait du prince' conduit toujours certains journalistes en prison. Ce pluralisme a permis l'apparition d'une nombreuse Presse, qui compte en 2010 plus de 50 titres, quotidiens et hebdomadaires, aux historiques et orientations éditoriales très diverses, des journaux ouvertement 'alignés' au régime présidentiel en place à toute une presse d'opposition 'critique', voire à une Presse satirique (Scorpion, Canard Déchaîné...)

La quasi totalité d'entre eux sont des journaux nationaux. Ils sont rédigés en français et s'adressent ainsi essentiellement aux milieux 'd'élite': politiques, fonctionnaires, cadres et dirigeants d'entreprise, universitaires...

Les potentiels de diffusion sont ainsi limités : seuls deux journaux 'historiques', institutions de la place : *L'Essor* et *L'Indépendant*, tirent à plus de 10 000 exemplaires ; les autres titres ont des diffusions bien plus restreintes (quelques centaines d'exemplaires pour les plus confidentiels)

Certaines radios constituent un relais de diffusion plus populaire des journaux, soit lors de revues de Presse, soit à travers des émissions de 'lecture' de la Presse

### **b. Critères de sélection**

Une étude de la totalité de la Presse étant techniquement inenvisageable, nous avons dû opérer une sélection selon cinq critères :

- Couverture : des nationaux
- Périodicité : des quotidiens et des hebdomadaires
- Ton : des plus institutionnel aux plus satiriques
- Ligne éditoriale : des journaux 'alignés' et des 'contestataires'
- Tirage : une majorité de journaux à large diffusion, pour éviter de rassembler des sources trop confidentielles

Au-delà des titres dont le choix s'imposait (les institutions, aux plus forts tirages et/ou à la reconnaissance fermement établie), nous avons utilisé deux sources de renseignements :

- Des cadres lecteurs et connaisseurs de la Presse et des titres qui la composent, qui nous ont aiguillé sur des titres 'qui comptent aujourd'hui' (ex. Info Matin)
- Les sites de Presse internet, où nous avons sélectionnés des journaux dont le ton semblait spécifique et potentiellement intéressant (ex. L'humanité)

### c. Sources du corpus

#### Douze titres ont été sélectionnés pour investiguer leurs archives papier

##### -Huit quotidiens :

- Cinq 'institutions' du paysage malien
  - o *L'Essor* (détenu par l'AMAP, en ce sens plutôt proche de l'État)
  - o *L'Indépendant* (*le plus fort tirage*)
  - o *Les Echos* (lié aux Éditions Jamana, souvent cité dans des articles scientifiques)
  - o *Le Républicain* (*créé avec la mise en place du régime démocratique*)
  - o *Info Matin* : « *Le quotidien privé le plus lu au Mali* » (cadre malien proche des 'réseaux d'influence')
- Trois journaux plus récents, apparemment présents aux esprits des cadres questionnés
  - o *L'Indicateur du Renouveau*
  - o *Le Nouvel Horizon et le Soir de Bamako*, qui ne nous ont pas permis d'accéder à leurs archives, par ailleurs apparemment très parcellaires

##### -Quatre hebdomadaires au positionnement :

- **Ouvertement critique**
  - o *Waati*
  - o *L'Humanité*
- **Satirique**
  - o *Scorpion*
  - o *Le Canard Déchaîné*

**Beaucoup de ces journaux n'ont pas constitué d'archives classées** (seuls *L'indépendant*, *Waati* et *Scorpion* ont des archives intégrales), et pour la plupart nous n'avons pu investiguer qu'en moyenne 60% des exemplaires parus au cours des années 2005-2008 ; de plus

- Les archives n'étaient pas encore constituées pour l'année 2009
- La Maison de la Presse, en chantier de déménagement, n'a pu nous être que d'un secours très limité

**De plus, et pour pallier le déficit d'archives pour 2009, nous avons recherché des articles sur deux sites internet dédiés à l'information :**

- Maliweb.net
- Malijet.net

**Cette recherche a permis d'augmenter le corpus de 22 articles, dont quelques-uns parus dans les journaux suivants :**

- *Le Ségovien* (Presse régionale, Ségou)
- *Le Pouce*
- *Le Sphinx*
- *Le Nouvel Horizon*
- *Le Soir de Bamako*
- *Le Quotidien de Bamako*

## 2. Méthode d'investigation

### a. Des entretiens rapides (d'une durée variable, entre dix et trente minutes) ont été menés avec les directeurs de publication au téléphone ou en face-à-face

Ces entretiens ont pu être intégralement menés avec dix des douze titres sélectionnés (sauf les deux titres qui ont décliné notre requête) :

- *L'Indépendant*
- *L'essor*
- *Les Échos*
- *Info-Matin*
- *L'Indicateur du Renouveau* (avec le secrétaire général)
- *Le Républicain* (avec le rédacteur en chef)
- *Waati*
- *Le Canard Enchaîné*
- *L'Humanité*
- *Scorpion*

**Six questions ont été systématiquement posées**, permettant de déterminer le 'profil' du titre et le regard porté globalement sur le thème de l'exemption de paiement :

- **Trois questions factuelles :**
  - Date et éventuellement contexte de création du journal
  - Tirage actuel
  - Lectorat
- **Trois question de nature éditoriale :**
  - Définition de la ligne éditoriale du journal
  - Importance accordée au domaine de la santé en général
  - Importance accordée au domaine de la gratuité des soins

### b. Le corpus recensé a fait l'objet d'un traitement systématique

Note : lors du dépouillement des archives, tous les articles traitant de la gratuité (c'est-à-dire, où la notion de gratuité apparaissait) ont été photocopiés. L'analyse a ainsi porté sur le texte intégral.

Ce traitement a été double :

- **'Quantitatif'** : classement et comptage selon la source, le type d'article, la pathologie concernée, l'année de publication
- **'Qualitatif'** : analyse de contenu **transversalement et par type d'articles**

## II- Profil des journaux maliens investigués

### 1. L'Indépendant

Directeur de publication : Saouti Haïdara, journaliste ayant fondé et/ou dirigé plusieurs journaux de la Presse 'libre', au Sénégal (*Le Politicien, Le Cafard Libéré*) puis au Mali (*Le Républicain*)

*« Je suis un des pionniers du pluralisme au Sénégal ... J'ai été le premier directeur du Républicain, fondé après la transition démocratique » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

Quotidien

Une très large diffusion :

- Le tirage est de plus de 12 000 exemplaires

*« On est le premier quotidien de la place. On fait des pointes jusqu'à à 14 000, pour le procès des quatre terroristes, on était le seul journal privé admis dans la salle du procès, on a tiré à 15 000 exemplaires » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

- Le lectorat est large et de caractère fortement institutionnel

*« La classe politique, les milieux d'affaires, l'administration. Une bonne partie du journal est vendu par abonnement aux institutions. On a un bassin lectoral stable, beaucoup d'entreprises sont abonnées, et l'abonnement se paie à l'avance » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

Ligne éditoriale : l'indépendance journalistique vis-à-vis du pouvoir des partis

- Une information 'libérale', pluraliste

*« L'une des raisons qui m'ont poussé à quitter le Républicain, c'est la ligne éditoriale du journal, celui qui m'avait fait venir était leader d'un parti, donc il voulait m'utiliser pour faire un journal qui défende les orientations de son parti. Or, je ne peux pas signer un éditorial que je ne sens pas. Je n'ai jamais vu un journal de parti politique qui réussisse financièrement, le lecteur se lasse. La ligne de l'Indépendant, c'est de prendre en compte les préoccupations des populations. Donner la bonne information, ce n'est pas une question politique. Je conçois un journal comme une entreprise, pour faire de l'argent il faut faire de l'information juste, bonne, vraie, honnête, il ne faut pas instrumentaliser l'information. On n'a pas d'ambition politique, on ne veut pas conquérir le pouvoir, et on n'a pas besoin d'être d'opposition. On est critique bien sûr, sur les faits et gestes du gouvernement. Je conçois l'information comme une sorte d'aiguillon pour dénoncer la mauvaise gestion, la corruption, on est toujours les premiers à dénoncer ça au Mali. Ne pas être d'opposition ne veut pas dire renoncer à sa faculté d'écriture » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

- M. Haïdara se présente notamment sans complexe comme un 'patron de presse' autant que comme un 'journaliste', responsable via ses choix de la viabilité économique du journal et de son indépendance, et notamment :

- o Un atelier d'imprimerie intégrée
- o Des contrats de publicité importants avec les institutions financières et internationales

*« Je dirige une entreprise qui fait 400 millions de CA, mon objectif est d'atteindre 500 millions à la fin de l'année [...] Toutes les structures administratives et économiques du*

*pays sont abonnées, ce qui fournit 175 millions de CA. L'autre source de revenus du journal, c'est la publicité, institutionnelle, les appels d'offre, qui fait 200 millions. On a des contrats avec l'ACI, la CMDT avant qu'elle se casse la gueule, la BDM qui est la première banque, la BIM qui est la deuxième, plus des publicités occasionnelles, le PNUD, le NAPAD. [...] L'imprimerie renforce notre indépendance, et ça permet d'avoir un avantage certain sur les autres confrères, on a été les premiers à faire de la couleur, ça a attiré les publicitaires, surtout les opérateurs téléphoniques » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

Un forte importance accordée au domaine de la santé en général, qui se traduit par :

- Une journaliste dédiée, Ramata Tembely
- Une forme de 'spécialisation' sur la santé

*« Ça a été une option dès le départ, nous nous sommes dit que la santé est un domaine extrêmement important, mais que lequel très peu d'information circulait à l'époque, et même en France, avec l'affaire du scandale Fabius. [...] Nous avons fait une option santé, nous continuons. On a un lectorat très attaché aux questions de santé, beaucoup de gens s'abonnent au journal exclusivement pour les informations sur la santé, on n'a pas fait d'étude, mais les structures de santé publiques, parapubliques et privées, un pan important de notre lectorat est constitué de gens qui évoluent dans le domaine de la santé. » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

Le traitement de la question de la gratuité s'impose du fait de son importance dans l'actualité aussi bien politique que de la santé

*« C'est comme ça qu'on a été parmi les tout premiers journaux à s'intéresser à la santé, au paludisme, à la tuberculose, aux autres maladies. C'est cet engagement qui a été reconnu il y a deux ans, on a reçu le trophée décerné par le haut conseil national de lutte contre le sida, pour tous les efforts fournis. [...] Après, je ne connais pas le détail, c'est la journaliste spécialisée qui s'en occupe. » (S. Haïdara, L'Indépendant)*

## **2. L'essor**

Directeur de publication : Souleymane Drabo

Créé en 1949 par le parti USRDA

Quotidien, avec un magazine hebdomadaire intégré au quotidien

Une très large diffusion :

- Le tirage est de 8 000 à 10 000 exemplaires, dont 5 000 par abonnement

*« On a beaucoup d'abonnés, on vend 5 000 exemplaires par abonnement, on fait du portage. On a un fort taux de circulation. »*

- Le lectorat est large : l'administration et les milieux d'affaires, le milieu sportif (double page sports), de ce fait concentré à la capitale

*« On est généralistes, on pioche dans tous les lectorats : l'administration fait partie des grands acheteurs, il y a les hommes d'affaires qui achètent ça pour les appels d'offre, les marchés, les sportifs achètent ça pour les pages sport. Notre lectorat est surtout bamakoïse, les deux tiers du tirage sont vendus à Bamako. »*

- o De nombreux correspondants régionaux, avec un processus de régionalisation engagé (bureaux)

- Une édition spéciale pour les trois régions du Nord

*« Dans les régions, l'AMAP a une cinquantaine de correspondants. On ne l'envoie ni à Gao, ni à Tombouctou, ni à Kidal, on a une édition du samedi qui regroupe tous les articles importants, et qui est envoyée dans ces régions. Mais avec internet, son intérêt est minime. [...] On est vraiment intéressés par le développement de l'information régionale, on décentralise nos bureaux à Mopti, Kidal, et on va aller à Kayes et à Sikasso, dans toutes les capitales régionales, pour rencontrer l'information régionale. L'AMAP possède des journaux régionaux en bambara, en peul et en soninké, le mensuel 'Kibaru [la nouvelle] tire à 12 000 exemplaires et distribue dans la zone Office, où il y a eu des opérations d'alphabétisation. Une de nos préoccupations, c'est vraiment de répercuter ce qui se passe dans les régions. » (S. Drabo, L'Essor)*

Une ligne éditoriale ambiguë, entre le caractère public du journal, qui le lie à l'État et lui impose une certaine 'ligne', et une volonté exprimée de s'affranchir d'une position d'organe de communication du pouvoir au service d'une information plus impartiale

*« D'abord, on est un service public, le journal appartient à l'État, on a un statut particulier, on est un EPAD, l'État nous fournit le tiers de notre budget, on en fournit les deux tiers. Le personnel est au tiers fonctionnaire, aux deux tiers des employés contractuels. On est vraiment assez autonomes, du point de vue du gouvernement, personne ne téléphone en disant : « Faites ceci faites cela », c'est la télé qui attire plus l'attention de l'État. On fait plutôt de l'information, on est rarement dans la propagande, comme ça se faisait il y a une vingtaine d'années » (S. Drabo, L'Essor)*

Une forte importance accordée au domaine de la santé en général

- Une page dédiée à la santé, aussi bien dans le quotidien que dans le magazine
- Un journaliste dédié, B. Doumbia

*« On a une page santé. On a décidé de faire des pages thématiques sur un certain nombre de domaines : une page thématique santé, femme, agriculture, environnement, nouvelles technologies, économie. Sur ces pages, on a des journalistes spécialisés, on a un journaliste, Doumbia, 75% de son temps c'est la santé, des reportages et des papiers plus techniques » (S. Drabo, L'Essor)*

Le traitement de la question de la gratuité des soins s'impose pragmatiquement, à la fois pour son importance dans l'actualité et du fait des partenariats institutionnels du journal (Unicef)

*« On l'a traitée pour trois raisons : un, il y a vraiment un bon plan de la politique officielle de santé qui a trait au coût et à la gratuité des soins ; deux, on a un aspect social assez développé ; trois, depuis l'année dernière on est en partenariat avec l'Unicef vers les informations régionales. Avant, on avait des sessions de formation sur les genres rédactionnels, etc., mais principalement sur l'organisation politique, au moment des élections, et sur les questions de fond dans les régions : problèmes économiques, sociaux, culturels. Depuis qu'on travaille avec l'Unicef, il y a un nouvel infléchissement sur le côté santé, enfants, environnement, problèmes de l'école, auxquels nos correspondants régionaux sont formés. » (S. Drabo, L'Essor)*

### 3. Les Échos

Directeur de publication : Alexis Kalambri

Créé en 1989, lié aux éditions Jamana, organe des 'résistants' au régime de Moussa Traoré



Quotidien + magazine hebdomadaire intégré

Une assez large diffusion :

- Le tirage est de 5 000 exemplaires en semaine
- Le lectorat est assez mal défini : « *des cadres et décideurs* »

Ligne éditoriale : dans la continuité du mouvement démocratique des origines ; un quotidien d'information, positionné sur l'analyse, l'investigation et les enquêtes

*« C'est un journal d'information générale, mais nous nous définissons comme les chiens de garde de la démocratie malienne, notre combat pour préserver les acquis démocratiques. C'est une info générale, mais souvent on prend position. Pour certains, on est souvent un journal d'opinion. On fait des articles de fond, des analyses, on va très souvent au-delà de l'actualité quotidienne » (A. Kalambri, Les Échos)*

Une importance relativement forte accordée au domaine de la santé en général, néanmoins aujourd'hui sans rubrique santé ni journaliste dédiés

*« On avait une rubrique santé hebdomadaire, celle qui l'animait n'est plus là, mais on s'efforce de le faire souvent. » (A. Kalambri, Les Échos)*

Le traitement de la question de la gratuité des soins est abordé sous l'angle de l'analyse critique

*« La gratuité, nous on l'a traitée sous plusieurs facettes »*

#### **4. Le Républicain**

Directeur de publication : Birama Fall (peu disponible malgré sa volonté de participer à l'étude ; le rédacteur en chef, Boukary Dao, a finalement été interviewé)

Quotidien

Créé en 1992

Une diffusion assez large :

- Le tirage est de 2 000 – 4 000 exemplaires
- Le lectorat est assez large : décideurs politiques et administratifs, coopérants, milieu universitaire
  - o Le journal est de plus relayé par les radios, avec de ce fait une diffusion plus populaire que d'autres titres

*« L'homme de la rue au Mali ne lit pas beaucoup. Nous sommes beaucoup lus par les radios, qui relaient pour l'homme de la rue » (B. Dao, Le Républicain)*

Ligne éditoriale : un soutien au régime démocratique et des droits

*« A sa naissance, on ne peut pas séparer cette prise de position démocratique, on sortait d'une transition, Le Républicain a estimé qu'il fallait soutenir le processus démocratique. Aujourd'hui, le journal suit cette ligne, cette action de défense des libertés démocratiques. Souvent Le Républicain peut être compris comme un journal d'opposition, tout comme il peut être compris comme un journal aligné au pouvoir, c'est la grande difficulté » (B. Dao, Le Républicain)*

Une importance accordée au domaine de la santé en général plutôt faible ; un journal qui focalise plutôt sur l'actualité purement 'politique'

*« On n'a pas de journaliste spécialisé, c'est moi-même qui suis la santé et l'environnement, ça ne m'empêche pas de faire la politique. Il y a une rubrique santé-environnement. » (B. Dao, Le Républicain)*

A noter : sur le site internet, la santé ne fait pas parti du menu « principales rubriques du journal » (actualité, éditorial, politique, nation, national, confidentiel, brèves, sport, opinion, tribune, international, société, billet, info-gêne, événement, Janjo)

Traitement de la question de la gratuité des soins : un compte-rendu de l'actualité, apparemment sans posture d'analyse critique

*« On a traité cette question, je ne sais pas dans quels numéros, c'est au gré des événements. Je me souviens de la gratuité de la césarienne, ou du traitement du paludisme chez les enfants de moins de cinq ans. » (B. Dao, Le Républicain)*

## 5. Info-Matin

Directeur de publication : Sambu Touré

Quotidien

Créé en janvier 1998

Une diffusion assez large :

- Le tirage est de 2 000 exemplaires
  - o Avec toutefois une forte circulation, et un nombre de lecteurs important par exemplaire, qui résonne avec la qualité annoncée de 'journal le plus lu'

*« Je voudrais bien l'être ! Nous tirons l'essentiel de nos ressources de la vente, c'est le premier poste de revenus. On est obligé de vendre et de bien vendre. Il y a eu une enquête il y a deux ou trois ans, qui fait d'Info Matin le journal le plus lu par page » (S. Touré, Info Matin)*

- Le lectorat est assez diversifié (et inclut notamment des jeunes), avec toutefois un 'cœur de cible' plutôt âgé

*« Des cadres, des intellectuels, des diplomates. Il faut prendre une bonne catégorie de jeunes diplômés, et un lectorat très fidélisé du troisième âge, des retraités, des papys, c'est des très bons clients, fidèles, qui vont pas bouger, il y en a qui ont perdu la vue et qui se font lire le journal par leurs enfants » (S. Touré, Info Matin)*

Ligne éditoriale : un journal d'opinion, orienté par son lectorat vers l'expression du mécontentement envers le pouvoir... (N.B. : sur des valeurs apparemment conservatrices, cf. l'argument patriotique, et Info Matin a notamment pris des positions extrêmement dures, sur des arguments de tradition et de religion, contre la réforme du Code de la famille)

*« Objective, sur la vérité, sur les faits ; on nous appelle un journal d'opposition, nous on fait tout à la fois, comme nous ne sommes pas alignés à un impératif politique ou économique ? Opposition oui, mais nous ne sommes pas affiliés à un parti, on choisit ce qu'on veut. On traite selon nos convictions, mais si ça ne colle pas, c'est dur, c'est ça notre problème, si nos positions coïncident avec celles de l'État, ça fâche notre lectorat. Par exemple, le problème avec l'Algérie, on n'est pas d'accord avec le gouvernement,*

*mais il faut défendre la patrie. Ça fait que beaucoup de gens pensent que nous défendons le pouvoir » (S. Touré, Info Matin)*

Une importance forte accordée au domaine de la santé en général car touchant de près les populations, dans une optique de ‘relais’ de l’information utile

*« C’est une question prioritaire pour un pays en développement comme le Mali, tous les journalistes, tout le personnel, nous venons des provinces, nous voyons les problèmes de santé au niveau des villages, les médicaments par terre, le palu, toutes les grandes pandémies. Tout ce qui concerne l’accompagnement, la sensibilisation, nous prêtons nos colonnes à ça. On fait souvent ça de bonne grâce, gratuitement. » (S. Touré, Info Matin)*

La question de la gratuité des soins est sujette à opinion ; un thème impliquant

## **6. L’Indicateur du Renouveau**

Directeur de publication : Markatiè Dao (très difficilement joignable ; le secrétaire général, Ibrahim Goïta, a été interviewé)

Quotidien

Créé courant 2005

Une diffusion restreinte :

- Le tirage est de 500 exemplaires, une partie par abonnements
- Le lectorat est mal identifié

Ligne éditoriale : un soutien ouvert à la politique présidentielle

*« Nous on est pro-ATT, il y a une orientation ATT » (H. Goïta, L’indicateur du Renouveau)*

Une importance forte accordée au domaine de la santé en général, pour des raisons politiques de soutien de principe à l’action du chef de l’État

*« On traite de la santé, au ministère de la Santé même il y a un chef de la communication qui est un ancien journaliste, qui a de bonnes relations avec la Presse privée, qui nous fournit les activités du ministre de la Santé. Et le ministre de la Santé est très important dans le système ATT. L’indicateur du Renouveau couvre les actes du ministre. » (H. Goïta, L’indicateur du Renouveau)*

Le traitement de la question de la gratuité des soins n’est pour autant pas exprimé comme très mobilisant, un ‘effet de mode’ jugé quelque peu passé

*« Il y a deux ans, quand j’ai quitté le Soir de Bamako, on traitait beaucoup de ces questions, la gratuité de la césarienne, les ARV, il y a eu une sorte de mode dans la presse privée, en ce qui concerne les éditorialistes » (H. Goïta, L’indicateur du Renouveau)*

## **7-8. Nouvel Horizon – Soir de Bamako**

Directeur de publication : Oumar Diabate (interviewé très rapidement du fait du refus de nous laisser accéder aux archives)

Quotidiens

Ligne éditoriale : journaux d'information générale, très centrés sur la politique

Une faible importance accordée au domaine de la santé en général

- Pas de rubrique santé
- Le sujet est très peu traité en soi, et notamment du fait (argué) de la focalisation du journal sur le social (en fait, la politique), avec une désimplication manifeste des directeurs

*« On ne s'intéresse pas trop à la santé, on s'intéresse plus aux questions sociales, politiques [...] La personne qui s'en occupait est partie »*

## 9. Waati ('Le Temps')

Directeur de publication : Cheick Cheriff Haïdara

Créé fin 2006

Bimensuel puis hebdomadaire, 110 numéros parus début février 2010

Diffusion :

- Le tirage est de 400 exemplaires, dont beaucoup vendus par abonnement annuel
- Le lectorat est polarisé : la sphère politique (hommes politiques, syndicats), le monde du sport

La ligne éditoriale est fondée sur le désir de donner au peuple une tribune d'expression : « *le journal des sans voix* »

- Globalement dans l'institutionnel, les programmes, les rapport Nord-Sud, etc.

*« On est un journal critique, une critique constructive des faits mais non des personnes. On nous classe parmi les journaux qui sont la voix des sans voix. Le PDES, j'appelle ça le programme de destruction économique et sociale ; on prône le PDES, mais il y a autre chose qui se passe ; on fait le tam-tam médiatique, mais si on va sur les marchés, on voit que ça ne marche pas » (C. C. Haïdara, Waati)*

Une importance faible accordée au domaine de la santé en général, si ce n'est le compte rendu des grands événements

*« Les sujets que nous traitons : la politique, la culture, le social, le sport. On s'intéresse pas trop à la santé, on a un reporter qui va aux conférences de presse quand on nous invite... en décembre 2009, on a fait un article sur le sida à l'occasion du mois de lutte contre le sida » (C. C. Haïdara, Waati)*

Une importance faible accordée à la thématique gratuité, non sujet à article

*« Je me rappelle pas avoir jamais fait quoi que ce soit sur la gratuité » (C. C. Haïdara, Waati)*

## 10. Scorpion

Directeur de publication : Mahamane Hamèye Cissé (primé meilleur journaliste de la francophonie en 2007)

Hebdomadaire

Créé au moment de la transition démocratique

*« On est le plus ancien journal 'non aligné' malien » (M. H. Cissé, Scorpion)*

Une assez large diffusion, avec un tirage à 4 000 exemplaires

La ligne éditoriale est très politique, avec un ton satirique

L'importance accordée au domaine de la santé est assez forte, avec des pages santé ponctuelles, le directeur étant un proche du ministre de la Santé

*« On a une page santé, on est très proche du ministre, on a un bon accès à l'information » (M. H. Cissé, Scorpion)*

L'importance accordée à la question de la gratuité des soins est plutôt faible : un thème au sein des diverses problématiques de la santé et de l'actualité

## 11. Le Canard Déchaîné

Directeur de publication : Oumar Babi

Hebdomadaire

Créé en novembre 2001

Diffusion : le tirage est de 2 500 - 3 000 exemplaires/semaine

*« D'après un sondage réalisé par la présidence, on est en 3<sup>ème</sup> position au Mali » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

Ligne éditoriale : révéler les dessous cachés

*« Elle est fixée par rapport à l'autre 'Canard' ; nous essayons de ne pas paraître comme un journal très politique, nous traitons surtout des sujets de proximité, proches des Maliens d'en bas, c'est ce qui a fait notre succès. Nous nous intéressons surtout aux détournements de fonds, de ressources publiques, la gestion des fonds publics. Nous faisons des enquêtes et des investigations, c'est ce qui a payé. Nous ne sommes affiliés à personne, et notre principal souci est notre indépendance. » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

Une importance relative est accordée au domaine de la santé en général, qui ne fait pas l'objet d'une rubrique spécifique, mais qui est suivi

*« Nous n'avons pas de rubrique santé en tant que telle, mais traitons bien sûr la santé, dès qu'un sujet arrive, on sort quelque chose, surtout qu'on considère que c'est un sujet primordial dans un pays comme le nôtre. » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

Toutefois, en 'off', le journal reconnaît orienter ses choix rédactionnels sur la rentabilité, or de ce point de vue la santé n'offre que peu d'intérêt... d'autant que l'orientation du journal ne le place pas au sein des interlocuteurs privilégiés des organes de communication gouvernementaux

*« L'État ne nous donne pas, précisément le ministère de la Santé, de quoi passer les informations, et même quand les ministres partent en tournée, ils n'emmènent que deux ou trois journalistes et leur chargé de communication. » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

*« Le chargé de communication, en tournée, se limite tout simplement à nous balancer des infos dans leur boîte mail, parfois on a déjà clôturé nos infos » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

Une importance est accordée à la thématique gratuité d'un point de vue résolument critique, face aux suspicions portées sur le fonctionnement du système de santé

*« On a beaucoup traité la gratuité, surtout en rapport avec les pratiques actuelles des hôpitaux. » (O. Babi, Le Canard Déchaîné)*

## **12. L'Humanité**

Directeur de publication : M. Bagayoko

Hebdomadaire

Créé en septembre 2006

Diffusion :

- Le tirage est de passé de 800 exemplaires à environ 650
- Le lectorat est très axé sur le monde du travail, avec une dimension populaire spécifique : travailleurs, syndicats, intellectuels

Ligne éditoriale : critique militante (mais le directeur se refuse clairement à la classification 'de gauche', comme pourrait le laisser entendre le nom du journal)

*« On est un journal critique. Je défends les faibles, je suis la voix des sans voix, c'est l'engagement. Défendre les intérêts de tous ceux qui sont opprimés. Je mets l'accent sur le social : la solidarité, la santé, l'éducation, les partages. La défense des intérêts de tous ceux qui ont des problèmes. J'ai discuté ce matin, dans le cadre d'un article, avec quelqu'un qui a un problème de foncier. En début d'année, je prends tous les domaines, je fais une sorte de synthèse de l'année écoulée, je fais des synthèses et je dénonce tout ce qui n'a pas marché. » (M. Bagayoko, L'Humanité)*

Une importance relative est accordée au domaine de la santé en général, qui ne fait pas l'objet d'une rubrique spécifique, mais qui est suivi

*« Ce n'est pas une rubrique en tant que telle, j'ai des relations au niveau de l'OMS, de la DRS, de la DNS, même le ministère. Ils nous invitent, ils donnent des infos, le plus souvent j'envoie quelqu'un. Je m'y suis beaucoup intéressé à un moment, mais ici c'est plus le général qu'on traite, récemment on a fait un séminaire national, on a évoqué la question de la gratuité des soins, dans un cadre global sur la santé » (M. Bagayoko, L'Humanité)*

Peu d'importance est accordée à la thématique gratuité

*« Ce n'est pas spécialement traité chez nous. » (M. Bagayoko, L'Humanité)*

**Tableau n°1 :**  
**Récapitulatif de l'importance accordée par les directeurs de publication**  
**à la santé en général et à la thématique gratuité en particulier**  
**(en déclaratif)**

<b>Titre</b>	<b>Tirage</b>	<b>Importance santé</b>	<b>Importance gratuité</b>
<i>Quotidiens</i>			
<i>L'Essor</i>	8 – 10 000	+++	+++
<i>L'Indépendant</i>	12 000 +	++	++
<i>Les Echos</i>	5 000	++	++
<i>Info Matin</i>	2 000	+	+/-
<i>L'Indicateur du Renouveau</i>	500	+	+/-
<i>Le Républicain</i>	2 – 4 000	+/-	+/-
<i>Nouvel Horizon – Soir de Bamako</i>	-	-	-
<i>Hebdomadaires</i>			
<i>Scorpion</i>	4 000	+	+/-
<i>Waati</i>	400	+/-	-
<i>L'Humanité</i>	650	+/-	+/-
<i>Le Canard Déchaîné</i>	2 500 +	+/-	-

- Trois titres clairement mobilisés autour de la question de la gratuité, en tant que telle et/ou du fait de son importance dans l'actualité de la santé et de la politique : *L'Essor*, *L'indépendant*, *Les Échos*... et qui de fait ont produit la très grande majorité des articles recensés
- Une implication plus circonstanciée, clairement liée à des considérations politiques... *Info Matin*, *Le Républicain*, *L'humanité*, *Scorpion*, *L'indicateur du Renouveau*
- Une plus grande indifférence de la part des autres titres, plus intéressés par les questions de débat politique : *Le Canard Déchaîné*, *Waati*, *Le Soir de Bamako*, *Le Nouvel Horizon*
- Une diffusion assez large des articles traitant de la gratuité... néanmoins, par des sources très institutionnelles

### III- Opinion des directeurs de publication sur la question de la gratuité des soins

#### Quatre constats :

#### 1. La plupart des directeurs de publication s'expriment plutôt à titre personnel qu'à titre réellement d'experts sur la question de la gratuité des soins, la plupart n'ayant pas réellement réfléchi sur le sujet, et notamment pas mené d'étude

« *Je n'ai pas mené d'enquête pour voir si le gratuit est un bon truc.* » (C. C. Haïdara, Waati)

« *On a suivi des conférences, on n'a pas fait d'enquête minutieuse, il faudrait le faire.* » (B. Dao, Le Républicain)

« *[Le HIV] Je ne sais pas trop* » (B. Dao, Le Républicain)

- Seuls Les Échos revendiquent une investigation journalistique de la thématique

« *... on a fait des reportages, des enquêtes...* » (A. Kalambri, Les Échos)

#### 2. Les politiques d'exemption de soin sont unanimement saluées :

- Le principe même est jugé pertinent

« *C'est une très bonne chose* » (S. Haïdara, L'Indépendant)

« *Quand l'État a décidé la gratuité, on l'a saluée* » (A. Kalambri, Les Échos)

« *Je pense que d'abord, c'est pas un rêve, c'est quelque chose de faisable* » (S. Touré, Info Matin)

- o Vu le faible accès financier des Maliens aux soins de santé

« *C'est une bonne chose, ici les gens n'ont pas de moyens* » (M. H. Cissé, Scorpion)

« *Si ça continue comme ça c'est des choses à encourager, car la grande majorité n'a pas les moyens de se payer une ordonnance.* » (C. C. Haïdara, Waati)

- o Avec les résonances d'un plaidoyer pour un système d'assurance sociale

« *C'est une question essentielle, ça doit être un principe sacré. J'entends par gratuité une sorte de système d'assurance, qui fasse payer les gens à l'avance, pour qu'ils ne soient pas pris à la gorge, que ça ne soit pas à la charge du gouvernement* » (H. Goïta, L'indicateur du Renouveau)

- Les interviewés focalisent sur les domaines d'application les plus au cœur de l'actualité : le sida, le paludisme et la césarienne, et semblent peu considérer les acquis sur la lèpre, la tuberculose, les campagnes de vaccination, la chirurgie ophtalmologique...

« *Nous-mêmes, nous nous faisons l'écho des bénéficiaires, tout le monde se réjouit de la gratuité de la césarienne. [...] la gratuité est très appréciée.* » (B. Dao, Le Républicain)

« *La gratuité pour les enfants de moins de cinq ans, ça aussi c'est une bonne chose. Le traitement du palu chez la femme enceinte, c'est aussi salutaire.* » (B. Dao, Le Républicain)



« Les ARV, c'est une bonne chose, car là c'est clair il n'y a pas de problème, les gens du sida ont les médicaments gratuits » (S. Touré, *Info Matin*)

« On parle également de la gratuité de la tuberculose » (C. C. Haïdara, *Waati*)

- Les politiques de gratuité sont jugées à travers les résultats tangibles des politiques de santé publique : recul des pandémies (thème du 'recul', cf. analyse partie III – section 'résultats'), des vies sauvées (santé maternelle)

« Les résultats sont bien visibles dans le recul des pandémies. [...] Ça a beaucoup contribué à faire reculer la pandémie. » (S. Haïdara, *L'Indépendant*)

« Je connais des gens qui ont bénéficié de la gratuité de la césarienne, sans gratuité c'est 75 – 100 000 francs, c'est pas à la portée de tout le monde. C'est une initiative salubre, ça peut sauver des vies des mamans, des enfants, et les papas eux-mêmes sont contents. » (B. Dao, *Le Républicain*)

### **3. Le rôle central et décisionnaire du Président est unanimement reconnu**

« C'est une initiative du président de la République, qu'il a négociée avec les partenaires occidentaux, européens en particulier. » (S. Haïdara, *L'Indépendant*)

- Et notamment, deux journaux radicalement orientés face au régime présidentiel, *L'indicateur du Renouveau*, ouvertement 'pro', et *Info Matin*, volontiers 'contre', replacent d'emblée la problématique de la gratuité dans un cadre politique plutôt que social... avec de plus un renversement des rôles, leur opinion (de 'leader d'opinion') étant étayée par, sinon fondée sur, celles des populations

« Par rapport à la gratuité, l'ARV, la césarienne aussi sont gratuites. Pour moi c'est un problème politique, c'est une idée du Président [...] c'est des initiatives qu'il faut saluer (c'est ce qu'on me dit) » (C. C. Haïdara, *Waati*)

« C'est une question importante. Les ARV sont ressentis comme un succès du pays, du régime, car au début de l'épidémie, on disait que c'était le mal du siècle, sans remède. Après, le Mali a obtenu la gratuité du dépistage, puis des ARV, c'est un succès du pays et du régime. Le Malien apprécie bien cela et l'attribue à ATT » (H. Goïta, *L'indicateur du Renouveau*)

### **4. Quatre registres de réserves émergent néanmoins quant à la mise en œuvre pratique d'un accès de masse gratuit aux soins de santé :**

- La gestion de l'affluence, notamment d'un public parfois indiscipliné, et les conditions de prise en charge du point de vue du patient lui-même

« Je n'aime pas le gratuit, tout ce qui est gratuit est populaire, il y en a qui sabotent, donc il n'y pas d'ordre, donc il y a du tohu-bohu, on ressort avec les larmes aux yeux. Quand tu as les moyens, tu paies, mais quand tu n'as pas les moyens tu profites, tu n'as pas le choix. Par rapport à une ordonnance à 25 000 cfa, tu es obligé d'aller faire le rang ; la conséquence du gratuit, c'est lent. » (C. C. Haïdara, *Waati*)

- Le respect de la 'règle' par les agents de santé, au vu des pratiques officieuses

« On est dans un pays où les gens n'ont pas d'argent. Les médecins font les malins. Le gratuit c'est très bien, mais c'est la mise en œuvre qui pose problème. » (C. C. Haïdara, *Waati*)

- Le détournement des produits (en référence, l'affaire des stocks de moustiquaires détournés, cf. partie III, section 'limites')
  - « *Le palu, la césarienne, il faut veiller à la faisabilité. On n'est pas opposés au fait que les enfants, les femmes aient accès aux moustiquaires, c'est une bonne chose, mais il ne faut pas qu'on retrouve les moustiquaires en vente sur le marché.* » (S. Touré, *Info Matin*)
- Les conditions de remboursement par l'État des structures de santé, avec des doutes quant à sa capacité à mettre en place un système de financement fluide
  - « *C'est pour tout le monde, c'est l'État qui paie... le système étatique, surtout par rapport aux traites, c'est lent, l'État est mauvais payeur.* » (C. C. Haïdara, *Waati*)

## 5. La mise en œuvre de la gratuité de la césarienne est fortement remise en cause

Elle constitue un point de critique spontané et immédiat de six des dix directeurs interviewés, qui doutent...

- De l'effectivité des mesures annoncées
  - « *Mais [...] ce n'est pas appliqué, ou pas correctement appliqué.* » (A. Kalambri, *Les Échos*)
  - « *Mais encore faut-il qu'il y ait des choses valables, il ne faut pas que ce soit juste des effets d'annonce électorales* » (S. Touré, *Info Matin*)
  - La gratuité étant partielle, contrairement à l'effet d'annonce qui la présente comme totalement gratuite
    - « *Pour la césarienne, il y a des femmes qui crèvent dans des centres de santé parce qu'on leur a dit que c'était gratuit, mais sur place quand la femme arrive on lui dit qu'il faut payer telle ou telle chose, c'est l'acte qui est gratuit, mais il y a des ordonnances à payer. Quand on dit aux populations que c'est gratuit, pour eux c'est gratuit. Donc, c'est des bonnes mesures, mais il faut les accompagner.* » (S. Touré, *Info Matin*)
- De la capacité du système de santé de gérer la gratuité :
  - L'accès aux structures de santé étant toujours restreint
    - « *Mais pour en bénéficier, il faut être dans des centres hospitaliers, le transport à partir du village pose problème. La grande question : comment les gens arrivent aux hôpitaux, l'accès aux soins. [...] Mais il y a des améliorations à faire, sinon c'est une bonne chose. [...] Ce qu'il y a à améliorer, c'est principalement l'accès.* » (B. Dao, *Le Républicain*)
  - Les agents de santé étant fortement suspectés de ne pas 'jouer le jeu' :
    - Cherchant à maintenir les pratiques de paiements officieux (hebdomadaires 'critiques', sociaux)
      - « *Nous savons que certains soins sont gratuits, mais on sait qu'en réalité, c'est autre chose dans les hôpitaux. Par exemple la césarienne, qui est sensée être gratuite, on a reçu des gens dans nos locaux qui venaient se plaindre car les agents de santé demandent de payer ça plus ça plus ça, ce n'est pas du tout gratuit. Et je prends l'exemple de la césarienne, mais il y a beaucoup d'autres domaines où ça se passe de la même façon* » (O. Babi, *Le Canard Déchaîné*)

« Souvent il y a des gens qui se plaignent par rapport à l'effectivité de la mesure ; la césarienne on dit que c'est gratuit mais souvent, au niveau des structures de santé, ils soutirent de l'argent aux gens. » (M. Bagayoko, *L'Humanité*)

- Et/ou pratiquant des soins 'au rabais' en cas de manque de rentabilité

« Par exemple, le cas des césariennes, quand les gens payaient c'était fait sous anesthésie locale, maintenant depuis que c'est gratuit c'est l'anesthésie générale qui est appliquée car elle est moins chère, or ça fait des dégâts. Quand c'était payant, les petits aides-soignants faisaient du beurre là-dessus, là pour eux c'est une perte de recette, ils l'appliquent de mauvaise grâce. » (A. Kalambri, *Les Échos*)

- Soit au contraire profitant de la gratuité pour pratiquer des soins abusifs

« Pour la césarienne, c'est plus mitigé, car on a senti qu'il y avait anormalement trop de césariennes pour l'accouchement, le souhait des médecins, c'était de faire des césariennes, économiquement. Les gens pensent que la gratuité pose problème, c'est bien accueilli mais il y en a trop. Les médecins, comme les autres, quand ils ont une occasion d'avoir de l'argent... [...] Il faut arrêter, ça doit être des cas particuliers, il faut revenir à une santé naturelle, ça doit être rarissime » (H. Goïta, *L'indicateur du Renouveau*)

On notera à ce sujet l'absence de critique directe de la part des deux plus grands quotidiens, *L'Indépendant* et surtout *L'Essor*. En effet, ce dernier relaie assez fréquemment les critiques quasi explicites exprimée par le ministre de la Santé lui-même aux agents de santé en matière de respect des règlements et des procédures.

D'autant que les entretiens avec ces deux directeurs ont été suffisamment longs pour leur permettre d'exprimer leur opinion (et les deux ayant 'rebondi' de la question de la gratuité vers la réaffirmation de leur implication dans la santé)

Ce qui peut être rapproché de la relation étroite qu'entretiennent ces journaux avec les institutions en charge de l'émergence des politiques et de leur mise en œuvre (État, Unicef, bayers...), et d'un 'devoir de réserve' qui les lie, à l'inverse des autres publications, ouvertement :

- Journaux d'investigation
- Et/ou journaux 'd'opinion'

## **Au bilan de ces présentations :**

La Presse malienne ne s'adresse pas aux populations (très peu alphabétisées, et surtout en français), mais aux décideurs, cf. le descriptif des lectorats : décideurs politiques, personnel des institutions maliennes et internationales, fonctionnaires, cadres et dirigeants d'entreprise, et plus en arrière-plan sportifs, jeunes diplômés et retraités.

Le faible tirage des titres confirme sa diffusion très ciblée, le tirage le plus important, celui de *L'Indépendant* (12 000 exemplaires) correspondant à moins d'un millième de la population du pays...

... et si *L'Humanité*, journal qui semble par ailleurs le plus effectivement engagé dans des prises de position sociales, mentionne un lectorat de 'travailleurs', ce terme ne saurait désigner des ouvriers, et son tirage à 650 exemplaires combiné à son lectorat de 'syndicats' traduit une position politique d'une certaine élite mais en aucun cas un lectorat réellement populaire.

De ce fait, la Presse malienne se trouve dans une position de 'miroir' :

- elle rend essentiellement compte de l'actualité politique (la santé étant largement intégrée au champ de la politique et de l'institutionnel, cf *Scorpion*, qui publie des articles sur le sujet dans la rubrique 'Politicaillerie'))
- son lectorat principal étant le personnel des institutions qui décident et mettent en œuvre et animent les politiques, dont celle de la gratuité

En ce sens, pour tout ce qui relève du social, et notamment concernant les politiques d'exemption de paiement des soins de santé, la Presse malienne ne parle pas à ses lecteurs de sujets qui les concernent directement, mais 'donne à voir' ou reflète pour l'élite un regard sur 'les masses'.

Cf. le discours du directeur de Waati, qui exprime clairement le fait que la fréquentation d'un centre de santé lui ferait « *venir les larmes au yeux* », ce qui évidemment ne doit pas s'interpréter sous l'angle de l'empathie, mais bien sous celui du confort personnel.

## IV- Analyse du corpus des articles

### 1. Composition du corpus

Le dépouillement des archives disponibles a fourni **186 articles** abordant/citant la question de la gratuité des soins :

- **164 articles issus du dépouillement des archives papiers (10 titres)**, qui couvrent surtout la période 2005 – 2008, avec quelques articles pour (les publications, début 2010, n’ayant pas encore constitué leurs archives 2009)
- **22 articles trouvés sur internet**, qui couvrent uniquement les années 2008 (un tiers des articles) et 2009 - janvier 2010 (deux tiers)
  - o \* Quatre articles trouvés sur internet mais non datés ont été sur cette base arbitrairement replacés dans la période 2009-janvier 2010

Année	2005	2006	2007	2008	2009-janv. 2010
<i>Nombre d'articles</i>	<b>32</b>	<b>42</b>	<b>44</b>	<b>46</b>	<b>22*</b>

La grande majorité des articles (154/186) provient de seulement trois titres : *L'Essor*, *L'indépendant* et *Les Échos*, ce qui s'explique par le fait que ces trois publications :

- Sont des quotidiens, par rapport à des hebdomadaires au rythme de publication 6 ou 7 fois moins importants)
- Ont des archives globalement bien constituées, à l'inverse notamment de journaux comme *Le Républicain*, *Info Matin*, *l'Indicateur du Renouveau*, *Le Canard Déchaîné*
- Sont des journaux plus épais (ex. 16 pages pour *L'Essor*), et non des 'feuilles'
- Et surtout, accordent une grande importance à la question de la gratuité (cf. partie 'profil des titres' et tableau n° 1)

Source	<i>L'Essor</i>	<i>L'Indépendant</i>	<i>Les Echos</i>	<i>Autres (13 publications)</i>
<i>Nombre d'articles</i>	<b>66</b>	<b>51</b>	<b>37</b>	<b>32</b>

## **2. Typologie des articles**

Sept types d'articles ont été recensés :

**A. 16 articles annoncent les diverses décisions des mesures de gratuité**

**B. 13 articles louent l'État malien et son chef pour avoir pris ces décisions**

**C. 5 articles citent en référence la gratuité dans le cadre d'un discours plus large sur la santé/la politique**

**D. 83 articles abordent la mise en œuvre des mesures**

Trois angles d'approche :

- a. Pour 30 articles, la théorie : les modalités d'application prévues
- b. Pour 23 articles, le financement (les sources et les montants)
- c. Pour 30 articles, la réalité : les obstacles et les difficultés à la mise en œuvre concrète des mesures

**E. 20 articles présentent les résultats, notamment en termes de statistiques, des politiques de santé, au nombre desquelles la gratuité**

**F. 24 articles présentent les plaidoyers pour des mesures de baisse des coûts de soins de santé voire de gratuité**

**G. 25 articles présentent des opérations ponctuelles de gratuité**

Qu'il s'agisse de dons de matériels/médicaments (10 articles) ou d'opérations de soins gratuits, incluant les démarches humanitaires et celles au caractère plus commercial/publicitaire

## Répartition des articles selon la source et le type

Titre	Annonce	Louange	Référence	Résultats	Mise en œuvre :			Plaidoyer	Ponctuel	Total
					Pratique	Financière	Limites			

<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b><u>20</u></b>	<b><u>30</u></b>	<b><u>23</u></b>	<b><u>30</u></b>	<b><u>24</u></b>	<b><u>25</u></b>	<b>186</b>
--------------	-----------	-----------	----------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------

<i>L'Essor</i>	<u>6</u>	<u>6</u>	2	<u>8</u>	<u>9</u>	5	<u>16</u>	<u>7</u>	<u>7</u>	<b>66</b>
<i>L'Indépendant</i>	4	4	-	2	<u>13</u>	<u>7</u>	3	<u>12</u>	<u>6</u>	<b>51</b>
<i>Les Echos</i>	4	1	2	<u>5</u>	3	<u>9</u>	<u>5</u>	2	<u>6</u>	<b>37</b>
<i>Info Matin</i>	-	-	1	-	1	1	-	2	1	<b>6</b>
<i>Scorpion</i>	-	1	-	<u>2</u>	<u>2</u>	-	-	-	1	<b>6</b>
<i>Waati</i>	-	-	-	1	1	-	<u>3</u>	-	-	<b>5</b>
<i>Le Républicain</i>	1	-	-	-	-	1	1	-	1	<b>4</b>
<i>L'Indicateur du Renouveau</i>	-	1	-	-	-	-	1	-	-	<b>2</b>
<i>L'Humanité</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	1	<b>2</b>
<i>Le Canard Déchaîné</i>	-	-	-	1	-	-	-	-	-	<b>1</b>
<i>Le Pouce</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	<b>1</b>
<i>Le Sphinx</i>	-	-	-	-	1	-	-	-	-	<b>1</b>
<i>Le Ségovien</i>	-	-	-	1	-	-	-	-	-	<b>1</b>
<i>Le Soir de Bamako</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	1	<b>1</b>
<i>Le Quotidien de Bamako</i>	-	-	-	-	-	-	1	-	-	<b>1</b>
<i>Actualités- Médias (web)</i>	1	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>

Plusieurs constats ressortent de ce tableau :

→ **Plus de la moitié des articles** (83/186 en sujet central, et plusieurs dizaines en sujet secondaire) s'intéressent à **la question de la mise en œuvre pratique et financière des politiques et des procédures d'application** de la gratuité, ainsi qu'**aux limites/freins auxquelles elles sont confrontées. Les contributions des trois plus grands quotidiens se structurent néanmoins de façon assez différenciée :**

→ *L'essor* apparaît bien comme **le titre le plus impliqué dans la thématique gratuité (il fournit plus d'un tiers du corpus)**. Ce titre traite le sujet de façon très 'généraliste', et couvre tous les types d'articles, pour autant **il fournit la majorité des articles traitant des limites/des freins à la mise en œuvre de la gratuité des soins**. A ce titre, on peut considérer que c'est **le seul journal qui diffuse un regard 'critique' sur la mise en œuvre des politiques d'exemption de paiement** au sein de la Presse malienne investiguée, et en tout cas parmi les grands quotidiens.

→ *L'indépendant* est quantitativement **la deuxième source de publication sur la thématique** ; néanmoins, ce journal apparaît surtout sur deux types d'articles (50% de ses articles) : **relais des plaidoyers pour la gratuité et relais de la mise en œuvre pratique et financière des politiques de gratuité**. Ce journal semble ainsi avant tout s'intéresser à l'émergence et à la construction des politiques de gratuité au Mali, avec une quasi absence flagrante de relais des limites/freins de ces politiques. A ce titre, on peut considérer ce journal comme le plus 'favorable' aux politiques de gratuité.

→ *Les Échos*, quantitativement la troisième source d'information, semblent se concentrer **sur la mise en œuvre, surtout financière, des mesures de gratuité, et ensuite, leurs résultats tangibles et leurs limites/freins**. En ce sens, **ce journal semble porter un regard plutôt 'technique' sur les politiques publiques d'exemptions de paiement**.



### 3. Pathologies /thématiques centrales

#### Répartition des articles selon le domaine de santé et le type

Titre	Annonce	Louange	Argument	Résultats	Mise en œuvre :			Plaidoyer	Ponctuel	Total
					Pratique	Financière	Limites			

<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b><u>20</u></b>	<b><u>30</u></b>	<b><u>23</u></b>	<b><u>30</u></b>	<b><u>24</u></b>	<b><u>25</u></b>	<b>186</b>
--------------	-----------	-----------	----------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------

<i>HIV</i>	1	5	-	<u>12</u>	<u>16</u>	<u>6</u>	<u>10</u>	<u>7</u>	1	58
<i>Paludisme</i>	6	4	1	3	<u>11</u>	<u>8</u>	<u>10</u>	2	6	51
<i>Ophthalmologie</i>	3	-	-	1	-	-	2	-	<u>11</u>	17
<i>Césarienne</i>	2	2	2	2	-	-	4	2	-	14
<i>Tuberculose</i>	-	1	2	1	1	-	2	3	-	10
<i>Vaccination</i>	2	-	-	-	2	1	-	-	-	5
<i>Autres (drépano, méningite, chirurgie...)</i>	-	-	-	-	-	-	-	5	4	9
<i>Multi-pathologies</i>	1	1	-	1	-	7	2	-	2	14
<i>Mutualité</i>	1	-	-	-	-	1	-	5	1	8

→ Près des deux tiers des articles concernent deux pathologies : le sida et le paludisme

→ Pour autant, ces deux pathologies font l'objet d'un traitement tendancielle différent : le HIV faisant l'objet de plaidoyers et focalisant les articles sur les résultats, ce dernier point du fait, vraisemblablement :

- Du caractère 'bon élève' du Mali en la matière (voir section 'résultats')
- En corollaire, de la possibilité pour la Presse d'utiliser, pour cette pathologie, de données chiffrées au service de la rhétorique du 'succès', de la 'victoire'

## Répartition des articles selon le domaine de santé par année

Année	2005	2006	2007	2008	2009-janv. 2010	Total
-------	------	------	------	------	--------------------	-------

<i><b>Total</b></i>	<b>32</b>	<b>42</b>	<b>44</b>	<b>46</b>	<b>22</b>	<b>186</b>
---------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	------------

<i>HIV</i>	<b><u>18</u></b>	<b><u>9</u></b>	5	<b><u>13</u></b>	<b><u>13</u></b>	<b>58</b>
<i>Paludisme</i>	2	<b><u>9</u></b>	<b><u>21</u></b>	<b><u>16</u></b>	3	<b>51</b>
<i>Ophthalmologie</i>	2	<b><u>8</u></b>	5	2	-	<b>17</b>
<i>Césarienne</i>	3	4	3	4	-	<b>14</b>
<i>Tuberculose</i>	3	2	1	3	1	<b>10</b>
<i>Vaccination</i>	1	1	1	2	-	<b>5</b>
<i>Autres (drépano, méningite, chirurgie...)</i>	1	4	1	1	2	<b>9</b>
<i>Multi-pathologies</i>	-	4	7	3	-	<b>14</b>
<i>Mutualité</i>	2	1	-	2	3	<b>8</b>

→ Au global, un nombre d'articles relativement constant tout au long de la période voire en hausse (la baisse en 2009 s'expliquant par l'indisponibilité des archives papier)

→ 2005 : focalisation sur le sida suite à la décision de la gratuité en 2004

→ 2006 : une période très 'mixte' (décision de la gratuité de la césarienne en juillet, plus discussions autour du paludisme)

→ 2007 : focalisation sur le paludisme suite à la décision/au discours du président

→ 2008 : HIV & paludisme : les 'grands agendas'

→ 2009 : l'heure des bilans sur le sida ; les autres pathologies, dont le paludisme, s'effacent largement...

**L'attention portée aux problématiques de gratuité suit de très près l'agenda des décisions politiques**

#### 4. Analyse transversale : les approches et rhétoriques véhiculées

Note : les casses et l'orthographe des titres et extraits des articles a été systématiquement respectée, incluant les éventuelles fautes et coquilles

Le discours de la Presse sur les questions relatives aux populations en général, et sur la question de l'exemption de paiements pour les soins de santé, est un discours par nature exogène :

- discours d'une certaine élite
- à destination de cette même élite (et le plus souvent, restituant à cette élite son propre discours et ses propres actions)
- sur 'ce qu'il faut faire' pour les masses

Sur l'ensemble du corpus, une seule citation d'une personne 'du peuple'... et ce, de surcroît dans le seul article qui ne mentionne pas explicitement la gratuité, mais 'intégré' au corpus comme élément de contexte car traitant de l'accueil des personnes pauvres dans les centres de santé : *L'Humanité*, en ligne le 24/04/2008, « *Difficulté d'accès aux soins et structures sanitaires au Mali* »

L'analyse du corpus des articles traitant de l'exemption de paiement pour les soins de santé témoigne largement de cette posture de 'discours sur le discours', qui s'exprime notamment à travers cinq traits récurrents ; un discours qui privilégie très souvent :

- La rhétorique sur la logique → l'effet de manche voire les associations mentales au détriment de la pertinence voire de la crédibilité

Cf. des chiffres peu crédibles

« Pour mémoire, il a été remarqué que **chaque jour en Afrique de l'Ouest et du centre, près de 120 000 femmes meurent en voulant donner la vie** » [*L'Indépendant*, 24/06/05 : « Santé : La gratuité de la césarienne à la portée des femmes »]

Cf. la qualification très différente **dans le même temps** de l'état de santé des populations dans un cercle selon que l'on justifie une visite officielle *a priori* (contexte 'grave') ou d'une action *a posteriori* (situation 'améliorée')

« Accompagnée d'une forte délégation, le **ministre de la santé a visité le centre de référence de Bougouni [...]** Ce choix n'est pas fortuit quand on sait que le cercle enregistre des indicateurs socio-sanitaires peu reluisants, avec un taux élevé de mortalité maternelle de 582 pour 100 000 et infantile de 57 pour 1000 [...] [...] Le 17 mai dernier, **Mme Touré Lobbo Traoré, épouse du chef de l'État, avait procédé à l'inauguration dudit CSCOM composé de neuf salles [...]** A noter que le cercle de **Bougouni enregistre le plus faible taux de mortalité maternelle et infantile sur l'ensemble du territoire national** » [*L'Indépendant*, 14/06/2005 : « RENFORCEMENT DES STRUCTURE SANITAIRES »]

- Le général sur le particulier → l'agrégat au détriment de la personne

Cf. un article exprimant clairement le fait que « *la prévention renforce l'efficacité des ARV* », avec une confusion manifeste entre l'efficacité au niveau 'macro' de mesures

conjointes de prévention et de thérapie et l'efficacité au niveau d'une personne particulière

- La citation sur le commentaire → la neutralité au détriment de l'opinion
- Le descriptif voire l'anecdote sur l'analyse → le formel au détriment du fond

Cf. le choix de chauffeurs routiers comme cible pertinente de la fondation pour l'enfance

*« Le moins que l'on puisse dire, c'est que la fondation pour l'enfance fait un choix judicieux en choisissant pour cible fondamentalement les chauffeurs routiers pour la tenue de cette campagne de sensibilisation [...] Le choix des transporteurs se justifie aussi par le fait que cette couche socioprofessionnelle constitue la troisième corporation la plus touchée par la pandémie après les professionnels du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes avec un taux de 3%. Corporation par essence très mobile, les conducteurs représentent un catalyseur des échanges économiques et sociaux et un puissant relais de sensibilisation dans la lutte contre le VIH/Sida [...] En conclusion, Mme Touré Lobbo Traoré a laissé entendre que la fondation, en décidant s'associer à cette campagne les chauffeurs de taxi et les chauffeurs routiers, a voulu saluer leur apport considérable au développement de notre pays » [Waati, 14/01/2009 : « IMPLICATION DES ROUTIERS DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA – Un choix judicieux de la fondation pour l'enfance »]*

- Le discours sur l'action concrète → le 'pris pour acquis' au détriment du suivi

Cf. le discours d'appel à la prise de conscience des populations... en l'absence

*« La cour de l'agence nationale pour la sécurité sanitaire des aliments a abrité vendredi une cérémonie de remise de 200 000 moustiquaires à la direction nationale de la santé. [...] Après la réception symbolique du lot de moustiquaires imprégnées, le directeur national de la santé, le Dr Mamadou Soungalo TRAORE, a indiqué que son service fera un bon usage de la dotation. Sur le terrain, les moustiquaires seront mises à titre gratuit à la disposition des femmes enceintes dès les premières consultations prénatales. M. TRAORE a donc appelé les femmes enceintes à fréquenter les centres de santé et à suivre scrupuleusement les règles de prévention » [Info Matin, 17/07/2006 : « Lutte contre le paludisme – 200 000 moustiquaires pour mères et enfants »]*

**Au-delà, le thème de la gratuité des soins de santé s'inscrit globalement dans trois domaines largement couverts par les médias :**

- La santé
- Le développement
- L'agenda/les actions des personnalités politiques, et notamment du chef de l'État

**Le domaine de la santé : un contexte de lutte 'nationale' voire internationale contre les pandémies et les facteurs de mortalité**

- Le sujet/l'objet est la maladie elle-même, l'épidémie, la pandémie, souvent dramatisée, 'fléau dévastateur', 'menace', et personnifiée, 'surnois'

*« ... fléau qui défie l'humanité depuis plus de deux décennies [...] DES CHIFFRES TERRIBLES [...] Le coordinateur du Système des Nations unies a pour sa part rappelé le*

*caractère sournois de la pandémie* » [L'Essor, 04/12/06 : « Lutte contre le sida : coup de turbo »]

« Certes, la seule ambition reste d'ici 2015, d'éradiquer **ce fléau dévastateur** au Mali. » [L'Indicateur du Renouveau, en ligne le 28/01/2010 : « 5<sup>èmes</sup> journées VIH de Bamako : Malgré des avancées, beaucoup reste à faire »]

[Le Ségovien, en ligne le 09/12/09 : « **Les chiffres font certes froids au dos mais la lutte contre le SIDA à Ségou** et les efforts de tous ses acteurs présagent que **la menace de ce fléau** est susceptible de baisser dans la région. »]

- La Presse recourt abondamment à des images émouvantes, qui appellent à la sensibilité du lecteur (mais aussi, à sa morale sociale, avec une forte rémanence des images de femmes et d'enfants démunis, etc....)
  - o cf. la récurrence de la formule « *les femmes qui meurent en donnant la vie* »

### **Le ton du discours est extrêmement combattif, avec tous les registres du vocabulaire de la lutte :**

- Dans une perspective de combat, un vocabulaire militaire, très imagé et surtout à forte valeur dramatique, intense et 'vibrant' : 'assaut final', 'bataille', 'traque', certainement très mobilisateur pour le lecteur
- Il s'agit bien en termes d'objectifs 'd'éradiquer', de 'bouter', 'd'éliminer'...

« La nouvelle année 2007 marquera un tournant décisif dans **l'éradication du paludisme** dans notre pays » [Les Échos, 07/03/07 : « De nouvelles combinaisons gratuites contre le paludisme »]

« ... si **la bataille contre la lèpre est presque gagnée** » [L'indépendant, 13/02/07 : « JOURNÉE MONDIALE DES LÉPREUX – Le Mali vers **une élimination totale de la maladie** »]

« Journée nationale de vaccination 2005 » [L'Indépendant, 09/11/05 : « **ASSAUT FINAL CONTRE LA POLIOMYELITE AU MALI** »]

[Les Échos, 12/09/06 : « La Commune IV **traque** la tuberculose »]

« pour **combattre** ce « **serial killer** » » [Les Échos, 07/03/07 : « **LUTTE CONTRE LE PALUDISME** – Trois pistes balisées pour **vaincre le fléau** »]

- La formule 'lutte contre...' étant devenue l'accroche la plus usitée, et de plus en plus systématiquement

[L'Essor, 08/05/07 : « **Lutte contre la cécité** : "MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE" »]

[L'Indépendant, 04/01/07 : « **LUTTE CONTRE LES MALADIES OPHTALMOLOGIQUES** – Cuba envisage la mise en place d'un centre spécialisé »]

[Le Républicain, 25/02/07 : « **Lutte contre le paludisme** – La gratuité du traitement annoncée »]

- La systématisation des schémas 'contre' et de la lutte semblent devenues des associations 'réflexes'
  - o Qui infiltrent les formulations, parfois mal à propos

*« Le chef de l'État Amadou Toumani Touré a déclaré que l'intervention chirurgicale contre la cataracte sera désormais gratuite. » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : "MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE" »]*

- Qui amènent parfois à des globalisations et des confusions, et notamment en termes d'objectifs et de résultats de la 'lutte'
  - Cf. la confusion précitée entre prophylaxie et thérapie
  - Avec pour le HIV notamment une focalisation sur le 'recul de la pandémie'... qui oublie le sort des PVVIH, cf. partie IV,H, 'Résultats'

**A ce titre, elle véhicule un discours de mobilisation, qui passe par deux registres :**

- L'encouragement
- L'expression du devoir : la nécessité de s'impliquer, de respecter les plans d'action décidés à l'échelle internationale, des 'objectifs', des 'deadlines'

*« Notre pays est sur la bonne voie en la matière. Des actions importantes ont été accomplies dans le cadre de la prévention et de la prise en charge des cas, comme a relevé Amadou Toumani Touré en saluant les efforts du gouvernement, du département de la Santé et du HCNLS » [L'Essor, 04/12/06 : « Lutte contre le sida : coup de turbo »]*

*« La mobilisation et l'engagement doivent être à la hauteur [...] Nos pays doivent donc accélérer la prévention, conformément aux orientations du 55<sup>e</sup> comité régional de l'OMS pour l'Afrique tenu en août 2005 à Maputo » [L'Essor, 04/12/06 : « Lutte contre le sida : coup de turbo »]*

**La Presse relaie par ailleurs fréquemment une logique fonctionnaliste où l'approche humaine et sensible est de plus en plus reléguée derrière l'argument plus frappant que constitue le coût économique des pandémies, et notamment pour l'économie des pays émergents**

*« Le coût de la morbidité et de la mortalité palustre pour l'économie africaine est d'environ de 12 milliards de dollars par an, a-t-il indiqué. Autant de raisons qui ont poussé les chefs d'État africains à faire du 25 avril la journée de lutte contre le paludisme pour intensifier la lutte et surtout inviter populations et acteurs à harmoniser les efforts pour éradiquer la maladie » [Les Échos, 29/04/08 : « Journée mondiale contre le paludisme : Le Mali sur ses gardes »]*

**Dans ce contexte, les références aux malades/patients sont presque toujours exprimées par des agrégats, dans une réflexion plus économique qu'humaine, et ce aux niveaux :**

- Des institutions
- Des officiels maliens
- Des milieux économiques
- Des journalistes eux-mêmes

**Pour exemple, un article d'Info Matin où la distribution des moustiquaires est clairement envisagée comme l'exécution de programmes formels et non pas dans une perspective de protection des bénéficiaires**

*« La distribution des moustiquaires imprégnées concoure au renforcement de la lutte contre le paludisme pour l'atteinte des objectifs d'Abuja d'une part et d'autre part à la mise en œuvre de la volonté du gouvernement de rendre les moustiquaires gratuites et accessibles à toutes les femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans » [Info Matin, 17/07/2006 : « Lutte contre paludisme – 200 000 moustiquaires pour mères et enfants »]*

- **Et là encore, un mécanisme d'associations mentales qui déplace les champs de la 'nécessité', et freine certainement les possibilités de réflexion sur les effets concrets de la gratuité**

**La Presse, et ce quel que soit le positionnement politique des journaux, réaffirme de façon récurrente l'action clé du 'chef' ATT, décideur de ces politiques, qui est replacée dans deux thèmes plus globaux de la démocratisation et de la décentralisation**

*« Le chef de l'État Amadou Toumani Touré a déclaré que l'intervention chirurgicale contre la cataracte sera désormais gratuite. » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : "MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE" »]*

*« Cela, conformément à la volonté du chef de l'État, de faire accéder chaque Malien et chaque Malienne aux soins de santé dont ils ont besoin » [L'Indépendant, 13/02/07 : « "L'OPERATION MILAGRO" LANCEE PAR ATT – Les interventions oculaires désormais gratuites grâce à la coopération cubaine »]*

**L'institutionnel est omniprésent ; il apparaît dans les titres les chapeaux, les articles, avec une très forte récurrence des événements 'programmés' au fil de l'actualité**

- Des discours de 'programmes', d'agenda, des rendez-vous de sommets, de conférences, de colloques, etc. et d'objectifs projets/programmes

*« Pour être au rendez-vous d'Abuja 2010, les autorités maliennes ont adopté... [...] ... « permettra la mise à l'échelle rapide de stratégies majeures de soutien à la lutte contre le paludisme comme défini dans le plan stratégique 2007-2011 », a assuré le secrétaire général (du ministère de la Santé) » [Les Échos, 02/05/07 : « De la chloroquine aux CTA gratuites pour les moins de 5 ans »]*

- Des célébrations, journées instituées, etc., occasions tout à la fois
  - De pompe, de 'cérémonies', de discours, d'annonces, de satisfecit
  - De festivités populaires (souvent animées/clôturées par des musiciens), en cela en ligne avec la conception malienne d'un événement important, dimension largement relayée par la Presse, qui parfois semble attacher autant voire plus d'importance à l'événement formel en tant que tel qu'à ce qui s'y joue sur le fond
  - Les photos qui accompagnent les articles montrent le plus souvent les personnalités assises, assistant aux cérémonies, cf. les légendes : « le Président de la République, ATT, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement » [Indépendant, 4/11/06, p.9 ; 23/02/07, p. 'Société']
  - Au final, les comptes-rendus des journées, rendez-vous, etc., s'apparentent parfois aux articles de la Presse 'mondaine' :

*« Comme chaque année au Mali, c'est le président de la République qui préside au lancement du mois. Pour cela, Amadou Toumani Touré n'a pas failli à la tradition [...] il a procédé, le week-end dernier, au lancement de la 19<sup>e</sup> Journée de lutte contre le sida [...] La cérémonie a pris fin par la visite des stands » [L'Indépendant, 04/11/06 : « ATT À LA 19<sup>E</sup> JOURNÉE MON DUALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA – « Les enfants malades du sida ne sont pas des orphelins mais des enfants du Mali »]*

*« C'était au cours de la 7<sup>ème</sup> journée africaine de lutte contre le paludisme, célébrée le 25 avril de chaque année » [Les Échos, 02/05/07 : « De la chloroquine aux CTA gratuites pour les moins de 5 ans »]*

*« Les produits ont été symboliquement remis au ministre de la Santé, Oumar Ibrahima Touré au cours d'une cérémonie organisée voilà peu dans les locaux du département de la Santé » [L'Essor, 29/12/07 : « Campagne de vaccination en décembre : INTÉGRÉE ET BIEN CIBLÉE »]*

### **Certains articles mixent l'ensemble de ces éléments rhétoriques :**

- Des récits d'événements sans analyse, sans tri, sans sélection de l'information
- De multiples informations de niveaux, registres, portées différents
- Une information fournie au lecteur potentiellement compliquée à intégrer au-delà d'une compilation d'anecdotes/événements/éléments de discours

*« En procédant vendredi dernier au CICB au lancement de la 8<sup>ème</sup> édition de la journée panafricaine de lutte contre le paludisme et la première au niveau mondial, le président de la République [...] C'est devant une foule nombreuse, et en présence des membres du gouvernement, des institutions de la République et de plusieurs autres personnalités que... [...] Ignace Ronce, représentant de la représentante de l'OMS au Mali, a dans un ton pathétique fait savoir que le palu est la première cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans avec 1 décès toutes les 30 secondes [...] Le coût de la morbidité et de la mortalité palustre pour l'économie africaine est d'environ de 12 milliards de dollars par an, a-t-il indiqué. Autant de raisons qui ont poussé les chefs d'État africains à faire du 25 avril la journée de lutte contre le paludisme pour intensifier la lutte et surtout inviter populations et acteurs à harmoniser les efforts pour éradiquer la maladie [...] A cela s'ajoute la distribution gratuite des moustiquaires imprégnées d'insecticide aux enfants de moins de 5 ans lors de la campagne couplée à la vaccination contre la rougeole, la poliomyélite, l'administration de la vitamine A et l'albendazole contre les vers intestinaux. [...] La journée a été animée par l'artiste de renommée internationale Abdoulaye Diabaté et la troupe Niogolon qui ont saisi l'occasion pour véhiculer des messages sur le changement de comportement dans la lutte contre le palu » [Les Échos, 29/04/08 : « Journée mondiale contre le paludisme : Le Mali sur ses gardes »]*



## 5. Analyse du contenu par type d'articles

### A. L'annonce des mesures de gratuité

16 articles informent sur la gratuité, qu'il s'agisse :

- Des mesures politiques elles-mêmes

*« Mercredi 6 mars, la ministre de la Santé a annoncé de nouvelles mesures concernant la lutte contre le paludisme au Mali. Il s'agit de rendre gratuit le traitement... » [Le Républicain, 25/02/07 : « Lutte contre le paludisme – La gratuité du traitement annoncée »]*

*« Le Programme national de lutte contre la cécité a souhaité depuis des années une prise en charge gratuite de l'intervention chirurgicale de cette cataracte [...] Le vœu du PNLC va être enfin réalisé. Le chef de l'État Amadou Toumani Touré a déclaré que l'intervention chirurgicale contre la cataracte sera désormais gratuite. Cette décision s'inscrit dans une dynamique de partenariat avec Cuba [...] (qui) se réalisera à travers l'opération Miracle ou "Milagro" en cubain. Elle assurera la prise en charge gratuite de la chirurgie de la cataracte, du glaucome (2<sup>e</sup> cause de cécité dans le monde) et du ptérygion. Mais cette dernière maladie est peu répandue dans notre pays, selon les ophtalmologues » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : "MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE" »]*

- Annonces/rappels de politiques, d'orientations stratégiques (pages 'publicitaires' de l'État, cf 'Message' du ministère de la Santé)

*« À l'occasion de la présentation des vœux au personnel de la Santé, le Ministre de la Santé Oumar Ibrahima Touré a retracé les grandes orientations du département pour l'année qui commence. Nous vous en livrons, ici, les grands axes [...] DES ACTIONS À PÉRENNISER... [...] Nous renforcerons « l'opération miracle » : fruit de la coopération cubaine au Mali dans le domaine de l'ophtalmologie. [...] DES PRIORITÉS [...] la lutte contre le VIH/SIDA se poursuivra par [...] la disponibilité des ARV [...] nous continuerons à renforcer le choix fait par le Président de la République d'assurer l'accès gratuit des CTA à tous les enfants de moins de cinq ans, la distribution gratuite de la Sulfadoxine Pyriméthamine à toutes les femmes enceintes vues en consultation prénatales et la distribution massive et gratuite des moustiquaires imprégnées [...] DU PARTENARIAT [...] la référence/évacuation sera davantage renforcée afin que la gratuité de la césarienne soit profitable à toutes les bénéficiaires potentielles » [Les Échos, page 'Annonces', 15/01/08 : « Ministère de la Santé/Message/Les grands défis de 2008 »]*

- Des modalités/des coûts pour le budget de l'État

*« Sur le plan politique, l'implication du chef de l'État qui a annoncé la gratuité des antipaludiques pour les enfants de moins de cinq ans, des moustiquaires imprégnées et du TPI pour les femmes enceintes dans son discours du Nouvel an [...] Ainsi, pour l'année 2007, le coût global des CTA dans la prise en charge [...] est estimé à 1 269 034 000 F CFA. Les cas de paludisme compliqués seront également pris en charge conformément au protocole et gratuitement » [Les Échos, 07/03/07 : « De nouvelles combinaisons gratuites contre le paludisme »]*

- De la création des structures de mise en œuvre/de prise en charge

« ... la mise en place prochaine d'un centre de santé ophtalmologique [...] Les opérations se feront gratuitement » [L'Indépendant, 04/01/07 : « LUTTE CONTRE LES MALADIES OPHTALMOLOGIQUES – Cuba envisage la mise en place d'un centre spécialisé »]

- Des campagnes de vaccination (gratuites)

« Journée nationale de vaccination 2005, 1<sup>er</sup> passage les 11-12-13 et 14 novembre 2005 » [L'Indépendant, 09/11/05 : « ASSAUT FINAL CONTRE LA POLIOMYELITE AU MALI »]

- De la disponibilité des traitements/prophylaxies soutenues par les mesures de la gratuité

« Il existe des traitements simples et des moyens pas vraiment coûteux pour se protéger de cette maladie qui fait des ravages dans notre pays » [L'Essor, Une du 26/04/06 : « Journée de lutte contre le paludisme – LA PRÉVENTION EN PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE »]

**Ces annonces s'accompagnent généralement de promesses de résultats, expression souvent emphatisée d'un avenir meilleur**

- **Paludisme : la thérapie quasi universelle, la survie assurée des enfants après les traitements de 'seconde zone'**

« Le respect de ces CTA, aux dire de M. Diawara (secrétaire général du ministère de la Santé), permettra d'assurer des **succès thérapeutiques de l'ordre de 85% à 95%** dans des cas de paludisme simple pris en charge dans les 24 h » [Les Échos, 02/05/07 : « De la chloroquine aux CTA gratuites pour les moins de 5 ans »]

« Il s'agit de réduire de  $\frac{3}{4}$  le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans d'ici 2015 » [Le Républicain, 25/02/07 : « Lutte contre le paludisme – La gratuité du traitement annoncée »]

- **Césarienne : l'assurance maladie, la couverture totale pour toutes les femmes**

« **Geste inédit**, la décision du gouvernement de prendre en charge toutes les opérations de césarienne va **sensiblement réduire la mortalité maternelle et néonatale** » [L'Essor, 27/06/05 : « Gratuité de la césarienne : L'ASSURANCE MALADIE POUR TOUTES LES FEMMES »]

- **Ophtalmologie : l'accès aux masses**

« Les prévisions sur les quatre prochaines années, programment 17 000 interventions contre la cataracte cette année, 28 000 opérations en 2008, 32 000 en 2009 et **afin 35 000 interventions à l'horizon 2010.** » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : 'MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE' »]

« Cette opération a déjà permis de soigner plus de 5.000 malades et permettra de **donner espoir aux très nombreuses personnes qui risquent aujourd'hui de perdre la vue** » [Les Échos, page 'Annonces', 15/01/08 : « Ministère de la Santé/Message/Les grands défis de 2008 »]

- **Lèpre : la fin du combat ; la victoire**

« ... si la bataille contre la lèpre est presque gagnée... » [L'indépendant, 13/02/07 : « JOURNÉE MONDIALE DES LÉPREUX – Le Mali vers une élimination totale de la maladie »]

### **Un seul article annonce des mesures prises dans un autre pays : la gratuité au Niger (dans un article bien structuré et solidement documenté... de source AFP)**

« Au moins 15% des enfants nigériens souffrent de malnutrition sévère, en raison de carences alimentaires et en soins de santé, indique un rapport de l'Unicef publié à Niamey [...] Le gouvernement nigérien a annoncé la gratuité des soins de santé pour tous les enfants âgés de 0 à 5 ans grâce à un plan appuyé par l'OMS et l'Unicef [...] Pour encourager les femmes à accoucher dans les maternités et réduire les risques de mortalité, le gouvernement a décidé en octobre 2005 de la gratuité de la césarienne » [L'Essor, Source AFP, 31/05/06 : « Niger : 15% des enfants victimes de malnutrition aiguë »]

### **Ces articles n'intègrent jamais de critique de fond**

- Voire ils ne soulèvent de potentielles critiques que pour mieux les évacuer, selon un schéma rhétorique relativement simpliste... et notamment au vu des arguments avancés pour évacuer les craintes de dérives :

« Que pensent les praticiens de cette mesure ? Le Pr Amadou Dolo, chef du service obstétrique de l'hôpital Gabriel Touré, s'en réjouit. Toutes les femmes bénéficient ainsi de l'assurance maladie, explique-t-il [...] En instituant la gratuité de la césarienne, n'y a-t-il pas un risque de voir les praticiens tombés dans la facilité en recourant systématiquement à la césarienne ? Ce risque est théorique, répond le Dr Dolo. « La pratique médicale répond à des indications. Vous ne pouvez que poser des actes justifiés et pertinents », explique le gynécologue, en assurant que **la césarienne de complaisance n'a pas droit de cité dans notre pays.** » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : "MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE" »]

#### **Au bilan sur les annonces :**

- **L'information délivrée : factuelle, mais qualifiée, dramatisée, et non critique**
- **Le rôle de la Presse : relais d'information générale... sans opinion**

## B. La louange de l'État malien et surtout de son chef

### 13 articles sont résolument consacrés à glorifier l'action du chef de l'État

Globalement, la Presse véhicule une opinion très favorable aux politiques d'exemption de paiement, notamment via des articles qui glorifient la décision et les décisionnaires, en premier lieu ATT du fait de son rôle majeur dans l'émergence de ces politiques (et ce, en cohérence avec les discours des directeurs de publication, cf. partie II)

Trois registres discursifs récurrents, voire quasiment systématiques, qui présentent ATT sous un triple angle :

- Humain, affectif, soucieux du peuple et dévoué : son **'engagement personnel', 'préoccupé', 'le souci de', 'a avoué que', 'veille personnellement'**
- Tout-puissant, désigné à travers une titulature très protocolaire de la transcendance et du pouvoir...
  - o ... qui à l'extrême confine au princier : la noblesse et le pouvoir : *« Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré, Président de la République, Chef de l'État »*; *« Le président de la République, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré »*
  - o ... et plus conforme aux usages très déférents de la Presse audiovisuelle qu'à ceux moins formalistes de la Presse écrite, et notamment de la Presse d'opposition
- Chef d'un État lui-même :
  - o Déterminé, engagé : *'engagement politique fort', 'la volonté politique', 'l'engagement des autorités'*
  - o Généreux et altruiste : des *'efforts', 'consentis', 'importants', 'extrêmes', 'consenti d'importants efforts'*

Et ce, quelle que soit la source du discours et le rôle des journaux :

#### a. Relais du discours du gouvernement : des communiqués, publiés tels quels (des articles de fait publicitaires), de glorification du président par les acteurs des politiques d'exemption eux-mêmes :

- Le ministre de la Santé

*« Le ministre de la Santé, Oumar Ibrahima Touré, [...] a saisi l'occasion pour revenir largement sur les efforts déployés par le gouvernement dans la lutte contre le paludisme qui se sont traduits par l'engagement du Président à rendre disponible le nouveau traitement avec les Combinaisons Thérapeutiques à base d'Arthémisinine appelées CTA sur l'étendue du territoire national. "Aujourd'hui, ces médicaments sont gratuits pour les couches les plus vulnérables que constituent les enfants de moins de cinq ans, tout comme la prise en charge et la prévention du paludisme chez les femmes enceintes le sont dans notre pays" a-t-il précisé. [...] Pour le président de la République, l'heure est au changement de comportement et de mentalité. Il dira qu'avec les l'aide des partenaires le Mali a fait une avancée significative dans la lutte contre cette fléau en rendant gratuit les médicaments aux femmes enceinte et aux enfants de 0 à 5 ans. » [L'indépendant, en ligne le 28/04/2008, « Célébration de la Journée africaine de lutte*

*contre le paludisme au Mali : Malgré la gratuité des CTA et des moustiquaires imprégnées, la maladie persiste »]*

*« Grâce à l'engagement personnel de **Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré, Président de la République, Chef de l'État, beaucoup d'efforts ont été consentis dans notre pays en matière de lutte contre le sida** » [L'Essor, 25/04/2008, « **MINISTÈRE DE LA SANTÉ - Journée Africaine de Lutte contre le Paludisme** »]*

- Les cellules de communication

*« Au Mali, la gratuité des moustiquaires imprégnées pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans est la règle. Elle découle de **la volonté politique du Gouvernement de mettre à l'abri ces deux groupes vulnérables** chez lesquels le paludisme est la première cause de morbidité et de mortalité. [...] **En fait, de gros efforts ont été entrepris par le gouvernement pour mettre à la disposition de la population des moustiquaires imprégnées d'insecticides qui sont actuellement disponibles dans toutes les régions du Mali.** » [Actualités – Medias, Moussa Diarra, Chargé de communication, en ligne le 25/04/2008, « **Lutte contre le paludisme au Mali : les moustiquaires imprégnées sont gratuites** »]*

**b. Relais de discours des politiques aux diverses tribunes d'expression, ex. citation du ministre des Affaires étrangères**

*« Cependant, pour le chef de la diplomatie, **le Mali accorde une importance toute particulière à la réalisation des OMD. C'est ainsi que des efforts extrêmes ont été accomplis dans le cadre de la lutte contre la pauvreté [...]** La lutte contre le VIH et le paludisme se poursuit avec des résultats probants. Ceci, **grâce à l'initiative du gouvernement de rendre gratuits le traitement aux antirétroviraux et le suivi des malades. En somme, le Mali, a conclu le ministre, est déterminé à réussir le pari de l'atteinte des OMD à l'horizon 2015** » [article en ligne, non identifié, « **Journée des Nations Unies : plaidoyer pour l'atteinte des OMD** »]*

**c. Simple 'support publicitaire', pour une communication dressant le bilan positif de l'action présidentielle, incluant la politique d'exemption des coûts, à l'approche des élections présidentielles de 2008**

*« Antirétroviraux, césarienne, traitement du paludisme, chirurgie de la cataracte, etc... les Maliens ont accès à tous ces soins sans bourse délier. Ces mesures ont été prises dans le souci de donner la possibilité au maximum de personnes d'accéder aux soins de santé. **Le président ATT très préoccupé par cette question** veille personnellement à ce que le dispositif sanitaire soit amélioré partout à travers le pays. » [L'indépendant, 16/04/2007, pleine page : « **21 raisons pour réélire ATT – 7 Santé : la gratuité des soins n'est plus un rêve** »]*

**d. Tribune d'expression de leur opinion par les journalistes eux-mêmes, glorifiant les mesures de gratuité au titres de l'action accomplie :**

- **Pour leur effectivité non questionnée dans le contexte de 'lutte' contre les 'fléaux' que constituent telle ou telle maladie/épidémie particulière**

*« Les pays, comme le nôtre, ayant **un leadership affirmé et un engagement politique fort des pouvoirs publics** ont obtenu les meilleurs résultats dans la lutte contre la maladie. » [L'Essor, déc. 07 : « **Lutte contre le sida : BRANLE-BAS MALGRÉ LE STENDANCES POSITIVES** »]*

*« Dans notre pays, la volonté politique de circonscrire le « palu » est manifeste. » [L'Essor, 30/01/08 : « Un monde sans tuberculose »]*

*« ... les efforts du gouvernement malien dans la prise en charge totale et gratuite des malades... » [Les Échos, 27/03/06 : « Un monde sans tuberculose »]*

*« Entre-temps, l'engagement des autorités s'est concrétisé dans une décision historique prise en 2004 : la gratuité des antirétroviraux pour les personnes vivant avec le Vih-Sida. » [L'Essor, 04/12/06 : « Lutte contre le sida : coup de turbo »]*

- **Voire pour leur effectivité dans des problématiques plus larges, et très mobilisatrices : la lutte contre la pauvreté, la réduction de la mortalité**

*« ... il a noté les grands progrès réalisés dans notre pays. Cela, grâce au leadership du chef de l'Etat, Amadou Toumani Touré, et de son épouse [...] UNE BELLE LEÇON - Le chef de l'Etat Amadou Toumani Touré a avoué qu'il y a quelques années, lors de chaque Journée mondiale de lutte contre le sida, il se posait beaucoup de questions sur le sort des personnes vivant avec la maladie, car le traitement n'était pas disponible. Aujourd'hui, le désespoir s'est effacé au profit de l'espoir. » [L'indépendant, 23/02/2008, « LE CENTRE DE RÉFÉRENCE DE LA COMMUNE VI – Bientôt doté d'un complexe mère-enfant pour plus de 100 millions de FCFA »]*

*« Cette action vient naturellement renforcer les initiatives du gouvernement malien dans le cadre de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, pour laquelle le président de la République, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré, a marqué sa forte adhésion à travers la gratuité de la césarienne. » [L'indépendant, 23/02/2008, « LE CENTRE DE RÉFÉRENCE DE LA COMMUNE VI – Bientôt doté d'un complexe mère-enfant pour plus de 100 millions de FCFA »]*

*« Grâce à l'engagement personnel de Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré, Président de la République, Chef de l'Etat, beaucoup d'efforts ont été consentis dans notre pays en matière de lutte contre le paludisme. Il s'agit de [...] Il s'agit aussi de la gratuité de la prise en charge des cas de paludisme chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, la gratuité des moustiquaires imprégnées d'insecticides pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes, et la gratuité de la Sulfadoxine Pyriméthamine pour les femmes enceintes. [...] Unissons-nous tous pour lutter contre le paludisme !!! » [L'indicateur du Renouveau, en ligne le 23/04/2008, « Journée africaine de lutte contre le paludisme : Quand le Mali se distingue »]*

- Sambi Touré, directeur d'Info Matin qui se place volontiers dans l'opposition, dans un 'article - manifeste' qui dresse un bilan globalement très critique de l'action du président, place la gratuité dans les 'succès relatifs' de la politique présidentielle

*« Au plan interne, l'Etat a aussi consenti d'importants efforts pour soutenir le secteur de la santé. Le budget alloué au secteur est passé de 2,726 milliards FCFA en 2001 à 6,554 milliards à 2005. A tous ces efforts, il faut ajouter la gratuité des antirétroviraux et de la césarienne... » [Info Matin, non daté : « ATT : De la Vision au Projet »]*

#### **Au bilan sur la 'glorification'**

- L'information délivrée : subjective, au service d'un discours soit de type ouvertement 'propagandiste', soit 'concessif' de la part de la Presse vis-à-vis du pouvoir
- Le rôle de la Presse : une situation de complaisance ou de soutien manifeste à l'État



## C. La référence

### **5 articles témoignent particulièrement l'infusion progressive de la gratuité des soins posée comme un fait acquis dans les discours relatifs à l'état de la santé publique au Mali**

- Pour confirmer l'engagement et les efforts de l'État, l'avancée de la 'lutte', support de perspectives optimistes...

*« Bon an mal an, l'État débloque plus de 200 millions de Fcfa rien que pour l'achat de médicaments antituberculeux qui **sont gratuitement fournis aux malades** » [L'Essor, 11/04/2008 : « Journée mondiale de lutte contre la tuberculose : IL FAUT STOPPER LA MALADIE »]*

*« Le ministre du Développement social, de la solidarité et des personnes âgées, Sékou DIAKITE, a rappelé les principaux jalons posés dans notre pays dans le cadre de la protection sociale : réformes imprimées dans le cadre de la sécurité sociale à travers l'amélioration dans la gestion des institutions en charge de ce secteur ; l'évolution normale du processus de mise en place de l'assurance maladie obligatoire (AMO) ; les acquis et efforts en cours dans le domaine de l'aide et de l'action sociale ; les actions en cours pour la mise en place du Régime d'assistance médicale ; **la gratuité de la césarienne** » [Info Matin, source web, non daté, « Protection sociale au Mali : Balises pour un nouveau plan d'action ! »]*

- Pour confirmer l'application des mesures

*« Le Dr. Oumar Guino du PNL, a dans son exposé sur le diagnostic et le traitement de la tuberculose, précisé que les services de dépistages et de traitement de la tuberculose **sont gratuits au Mali** » [Les Échos, 12/09/06 : « La Commune IV traque la tuberculose »]*

- Pour sensibiliser sur certaines pratiques (ex. le recours à la césarienne)

*« Notre interlocuteur mentionne également la nécessité d'extraire le fœtus par voie basse (c'est-à-dire l'accouchement normal) ou par voie haute : **la césarienne qui est gratuite dans notre pays depuis 2005 pour toutes les parturientes.** » [L'Essor, 23/07/07 : « Crise d'éclampsie : CE DANGER QUI GUETTE LA FEMME ENCEINTE ]*

- Pour anticiper sur l'efficacité 'de masse' des produits concernés

*« De plus en plus traitées avec un long « effet de rémanence », ces moustiquaires sont en outre associées à l'épandage d'insecticides sur les murs et le traitement préventif intermittent pour les femmes enceintes. **Et qui plus est, au Mali, elles sont gratuites pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans** » [Les Échos, 07/03/07 : « LUTTE CONTRE LE PALUDISME – Trois pistes balisées pour vaincre le fléau »]*

#### **Au bilan sur la référence**

- L'information délivrée : rappel, sans contenu spécifique (auto référencé)
- Le rôle de la Presse : relais d'information générale... sans opinion



## **D. La mise en œuvre des mesures**

Ce thème est celui que la Presse aborde le plus largement : 83 articles sur 185 lui sont consacrés.

Il se subdivise en trois parties :

### **a. La théorie : les modalités d'application prévues**

### **b. Le mode de financement de ces politiques**

### **c. Les obstacles rencontrés**

### **a. La théorie : les modalités d'application prévues**

**30 articles, soit un article sur six du corpus, sont consacrés à ce thème**

Les modalités sont énoncées, soit dans des articles dédiés, soit dans les articles d'annonces des mesures de gratuité, qui peuvent intégrer les modalités de leur mise en œuvre concrète

Ces articles ne soulèvent aucune question quant à la mise en œuvre pratique, et la Presse ne propose à cet égard aucune analyse et/ou regard critique sur la crédibilité des modalités prévues

Trois domaines où la Presse relaie la mise en œuvre de la gratuité : VIH/sida, paludisme et césarienne

## **VIH/Sida**

**Les articles recensés sur la période abordent un large spectre des différents aspects de la mise en œuvre des gratuités**

#### **- La législation**

*« Christine Sow, Chef d'équipe Santé à l'USAID [...] a ajouté qu'il est heureux de constater que ce sont les élus de la nation qui ont initié et voté la Loi sur la Santé de la reproduction qui a permis de disposer d'un Décret d'application portant sur la gratuité des antirétroviraux » [L'Essor, 20/10/05 : « LUTTE CONTRE LE SIDA/VIH AU MALI : Réflexion sur un avant-projet de proposition de loi »]*

#### **- Les procédures d'appels d'offre pour les ARV**

*« Le ministère de la Santé a signé jeudi un accord général de coopération avec la fondation Clinton initiative contre le VIH/Sida [...] cet accord offre à notre pays de meilleures conditions tarifaires c'accès aux antirétroviraux et aux réactif de diagnostic. Le document stipule que le Mali intégrera les principes opérationnels de la fondation dont les offres sont pluriannuelles... » [L'Essor, 20/10/05 : « LUTTE CONTRE LE SIDA/VIH AU MALI : Réflexion sur un avant-projet de proposition de loi »]*

- L'organigramme global et les procédures de pris en charge
  - o L'implication communautaire, la décentralisation des Césac (accessibilité des soins, et l'une des rares références au vécu des malades)
 

*« La prise en charge communautaire aussi est une priorité. Elle sera basée sur la multiplication des centres d'écoute, de soins, d'animation et de conseil (CESAC). En vue de 'dédratiser' l'infection au VIH/Sida et de mettre le malade en confiance en l'insérant dans un environnement favorable à son épanouissement » [L'Essor, 03/05/05 : « Lutte contre le sida : « PRIORITÉ À LA PRISE EN CHARGE COMMUNAUTAIRE »]*
  - o Les protocoles de prise en charge (qui n'apparaissent qu'incidemment dans le texte d'un article)
 

*« ... des documents politiques et protocoles de la prise en charge antirétrovirale et des normes et procédures des centres de dépistage volontaire » [L'Essor, 26/01/2006 : « Sida : PLUS DE 3% D EPRÉVALENCE CHEZ LES FEMMES ENCEINTES »]*
  
- La mise à niveau des structures et du personnel de santé ; le compte rendu de la mise en œuvre de la gratuité permet de véhiculer un discours de modernité et d'opérationnalité des structures centrales de la santé ('renforcement', 'extension', 'dotation', 'stratégie avancée'), et du dynamisme du processus de décentralisation de la santé ('les centres secondaires des régions')
  - o Structures de santé : équipements et personnels
 

*« Pour atteindre ces objectifs, une stratégie a été élaborée. Elle s'articulera autour du renforcement du plateau technique des centres secondaires dans les régions, de l'extension des unités de soins ophtalmologiques, du redéploiement et l'affectation des ressources humaines dans les centre. En outre, la stratégie prendra en compte le renforcement des capacités des médecins ophtalmologistes à l'IOTA et le développement de la stratégie avancée pour la chirurgie de la cataracte. » [L'Essor, 08/05/07 : « Lutte contre la cécité : 'MILAGRO À L'ASSAUT DE LA CATARACTE»]*

*[L'Indépendant, 26/07/2006 : « La commune V dotée d'une unité de soins d'accompagnement et de conseils pour les personnes vivant avec le VIH/Sida »]*
  - o Formation du personnel de santé : médecins et pharmaciens
 

*« Depuis la décision des pouvoirs publics d'accorder gratuitement les ARV... les pharmaciens se trouvent au cœur de la prise en charge des malades [...] Cet atelier de trois jours s'attache donc à améliorer les connaissances des pharmaciens sur le sida et les différents aspects qui lui sont liés » [L'Essor, 05/05/2005 : « Prise en charge des malades du sida : LES PHARMACIENS AU CŒUR DU DISPOSITIF »]*

*« Si les ARV sont gratuits, il est donc nécessaire de passer à la formation d u corps médical à la prise en charge des PVVIH » [L'Indépendant, 25/01/2005 : « LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA – Une vingtaine de médecins se forment à la prescription des Anti-Rétro-Viraux »]*

*« I » [L'Indépendant, 25/01/2005 : « LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA – Une vingtaine de médecins se forment à la prescription des Anti-Rétro-Viraux »]*
  
- L'information du grand public sur les gratuités, et notamment la sensibilisation des populations à risque

*« Les population confrontées à des problèmes économiques et sociaux, à des messages et actions de prévention souvent inadaptées à leurs réalités, à des retards de diagnostic et de prise en charge, se révèlent de plus en plus vulnérables à la maladie. [...] Toutes étaient étonnées d'y lire que le dépistage est gratuit » [L'Essor, 21/04/08 : « Lutte contre le sida : L'INFORMATIONS'AFFICHE »]*

*« Le ministère de l'Équipement et des Transports a organisé un atelier de formation ... les participants ont aussi appris sur la séropositivité, la séronégativité, et la séroconversion. Des connaissances sur les facteurs de non transmission du VIH, les conditions d'accès au traitement de la maladie et les procédures de sa prise en charge, leur ont aussi été inculquées » [L'Essor, 07/08/2007 : « Lutte contre le sida : LE MET S'Y MET »]*

*« Le choix des transporteurs se justifie aussi par le fait que cette couche socioprofessionnelle constitue la troisième corporation la plus touchée par la pandémie après les professionnels du sexe et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes avec un taux de 3%. » [Waati, 14/01/2009 : « IMPLICATION DES ROUTIERS DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA – Un choix judicieux de la fondation pour l'enfance »]*

- L'information de la Presse

*« Permettre aux professionnels de la Presse de mieux comprendre les réformes institutionnelles adoptées par notre pays en matière de lutte contre le VIH/SIDA ; renforcer les capacités des journalistes par rapport à l'infection du VIH/SIDA en vue d'une saine information de la population sur les mesures ... » [Waati, 14/01/09 : « Lutte contre le sida : Le ministère de la santé forme les communicateurs »]*

## **Paludisme**

### **La mise en œuvre de la gratuité dans le domaine du paludisme est restitué à travers :**

- **Une communication du ministère de la santé, qui récapitule les dispositions et protocoles d'accès**

*« Au Mali, la gratuité des moustiquaires imprégnées pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans est la règle. [...] La stratégie de distribution gratuite des moustiquaires imprégnées au sein des structures publiques de santé du niveau périphérique a été initiée, parmi d'autres solutions, par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) pour faire reculer le paludisme au Mali. [...] Ces directives s'adressent à tous les agents des services socio sanitaires impliqués dans la gestion et la distribution des moustiquaires imprégnées gratuites aux femmes enceintes et aux enfants de moins de un an. [...] La distribution gratuite dans les structures sanitaires publiques s'effectue avec l'aide de plusieurs partenaires. En cas d'épidémie ou d'inondation, la distribution gratuite de moustiquaires est étendue à toute la population. [...] Les enfants qui n'ont pas bénéficié de MII par le canal de la vaccination et qui sont venus pour le suivi de leur croissance dans le centre de santé peuvent en obtenir par le canal du Suivi préventif des enfants (SPE). Il s'agit des enfants de 1 à 5 ans qui seront enregistrés sur des fiches intégrées mère/enfant ou des carnets roses de suivi de l'enfant. [...] L'enfant bénéficiera d'une moustiquaire à la fin du SPE (5 ans). Les enfants de 4 à 5 ans qui n'ont bénéficié de moustiquaire ni par le canal de la vaccination ni par le canal du SPE bénéficieront des moustiquaires dès leurs premières consultations. Ces enfants seront enregistrés sur le registre de distribution des MII avant de bénéficier de leur*

*moustiquaire. Il est important dans la lutte contre le paludisme de s'assurer que chaque enfant ait accès un moustiquaire imprégnée d'insecticide. » [Actualités – Medias, Moussa Diarra, Chargé de communication, en ligne le 25/04/2008, « Lutte contre le paludisme au Mali : les moustiquaires imprégnées sont gratuites »]*

**- Pour la Presse, le compte rendu de la cérémonie ‘fondatrice’ de mise à disposition des moustiquaires imprégnées**

*« Le ministère de la santé a procédé le week-end dernier\*, à la remise d'un important lot de moustiquaires imprégnées aux structures sanitaires [...]d'une valeur de 741 millions de FCFA. » [L'Indépendant, 18/07/2006, « Lutte contre le paludisme au Mali : 200 000 moustiquaires imprégnées destinées aux régions de Sikasso, Tombouctou, Gao, Kidal et Bamako »]*

*« La cour de l'agence nationale pour la sécurité sanitaire des aliments\*\* a abrité vendredi\* une cérémonie de remise de 200 000 moustiquaires à la direction nationale de la santé » [Info Matin, 17/07/2006 : « Lutte contre le paludisme – 200 000 moustiquaires pour mères et enfants »]*

*« La ministre de la santé a présidé vendredi dernier au Centre de vaccination\*\* une cérémonie de remise officielle de moustiquaires imprégnées aux structures sanitaires du Mali. [...] Le directeur ne seconde tranche » [Les Échos, 17/07/2006 : « SANTE – Le PLNP doté de 200 000 moustiquaires »]*

*\*/\*\* On notera les divergences sur la date et le lieu entre ces trois articles*

**o Ces distributions sont toujours accompagnées du prix du ‘don’**

*« Selon Adama Yacouba TOURE, directeur administratif et financier du département de la santé, ces 200 000 moustiquaires imprégnées ont été acquises pour une valeur de 741 millions de fcfa, à raison de 3.705 fcfa l'unité. En 2004 et 2005, le département de la santé a mis à disposition des structures sanitaires 68.850 unités [...] pour un montant totale de 239.155.000 fcfa et financées par le budget d'État sur les ressources PPTE » [Info Matin, 17/07/2006 : « Lutte contre le paludisme – 200 000 moustiquaires pour mères et enfants »]*

**o La Presse restitue les discours d'assurance sur le bon usage des stocks...**

*« Le Dr Mamadou Soungalo TRAORE, a indiqué que son service fera un bon usage de la dotation. Sur le terrain, les moustiquaires seront mises à titre gratuit à la disposition des femmes enceintes dès les premières consultations prénatales. » [Info Matin, 17/07/2006 : « Lutte contre paludisme – 200 000 moustiquaires pour mères et enfants »]*

## **Césarienne**

Ma mise en œuvre porte surtout sur les procédures financières

**- Leur complexité (et des effets corollaires)**

*« Par ailleurs, le ministre de la santé dans son allocution de relever qu''à l'instar de ce qui est prévu pour les établissements publics hospitaliers, pour la prise en charge gratuite de la césarienne au niveau des centres de santé de référence, il sera institué un système de remboursement trimestriel sur présentation d'un état de paiement établi par le médecin-chef du centre de santé visé par le président du conseil de cercle auquel seront annexés à titre de pièce justificative : un extrait de registre opératoire et du registre d'hospitalisation certifiés conformes à l'original par le maire compétent, les fiches d'évaluation et les fiches d'admission et de sortie et la facture établie par la*

*pharmacie du centre de santé. » [L'Indépendant, 24/06/05 : « La gratuité de la césarienne à la portée de toutes les femmes »]*

- **Fonctionnement et accueil des patients dans les centres**

*« En effet, pour que la gratuité de la césarienne contribue fortement à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, elle doit être complétée de certaines mesures d'accompagnement qui viseront à réduire les trois retards que l'analyse de situation met en évidence comme les facteurs qui posent des barrières aux soins rapides. Il s'agit du retard mis par la parturiente à se décider de solliciter les soins du retard mis par la parturiente pour arriver au centre de santé et du retard mis dans l'obtention de soins adéquats au niveau du centre » [L'Indépendant, 24/06/05 : « La gratuité de la césarienne à la portée de toutes les femmes »]*

\* A ce titre il est intéressant de constater, dans l'article suivant, que l'argumentation pose explicitement les problèmes d'accès financier au second plan derrière des problèmes plus structurels du système de santé en général, et que ce sont bien les dites « mesures d'accompagnement » qui constituent la réponse la plus efficace au problème posé

**Au bilan sur la théorie des modalités d'application :**

- **L'information délivrée : objective, et explicative, 'pédagogique'**
- **Le rôle de la Presse : relais d'information technique... sans opinion**

## **b. Le financement**

Le financement de la gratuité est posé selon un double discours :

- Le discours des 'efforts' de la nation
- Les comptes-rendus des dons des (généreux) pays/institutions 'amis' du Mali

Ce principe de financement par les différents bailleurs, etc., n'est en aucun cas questionné en soi, ni problématisé ; il est posé comme un acquis

### **Au début de la période étudiée, un article sur la mobilisation des fonds (Malick Sène, déjà très présent parmi les acteurs de la gestion du VIH)**

*« Le secrétaire exécutif du HCNLS, Malick Sène, a insisté sur la nécessité d'harmoniser et de simplifier des procédures de mobilisation de fonds » [Les Échos, 04/12/2006 : « JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE SIDA – Le 1<sup>er</sup> salon anti-Sida ouvre ses portes »]*

### **La majorité (18) des articles rend compte des dons, soit en nature (médicaments, matériel) soit en numéraire, toujours articulés dans les discours de l'engagement de l'État**

- Des pays 'amis' : la Chine particulièrement (6 articles), les USA

*« Soixante et un millions de F CFA : c'est le montant d'un important lot de médicaments antipaludiques et de matériels médicaux que la République populaire de Chine a mis à la disposition de notre pays. [...] Ce geste, qui est allé droit au cœur du ministre de la Santé, répond aux besoins exprimés par les plus hautes autorités au sommet de Beijing [...] le plénipotentiaire chinois a annoncé que son pays offrira au Mali ans les mois qui viennent d'autres médicaments pour le bien-être des populations. » [Les Échos, 04/12/2006 : « JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE SIDA – Le 1<sup>er</sup> salon anti-Sida ouvre ses portes »]*

*« Le gouvernement américain va mettre à la disposition du Mali une enveloppe de 37,5 à 45 milliards de dollars. » [Les Échos, 20/12/2006 : « LUTTE CONTRE LE PALUDISME – Les Etats-Unis s'engagent aux côtés du Mali »]*

- Des grands bailleurs internationaux : Fonds Africain de Développement, Fonds Mondial,

*« Le maire de la commune rurale de Bougouni a rappelé que « le gouvernement de la République du Mali n'est pas resté inactif. Comme pour lier l'acte à la parole, votre département, sous l'impulsion des plus hautes autorités, procédera à la remise d'un important lot de médicaments » [...] Rappelons que le Fonds Africain de Développement accompagne le Mali dans la mise en œuvre du PRODESS » [L'Indépendant, 14/06/2005 : « RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES - Le FAD dote les cercles de Bougouni et de Kolondièba de médicaments pour plus de 33 millions de FCFA »]*

*« ... permettra de renforcer davantage les capacités du gouvernement malien dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA. Cela par la distribution de moustiquaires imprégnées et faciliter la nouvelle politique de traitement de ces maladies » [Le Républicain, 17/07/2007 : « Le Fonds Mondial met 13 milliards contre le paludisme »]*

*« D'autres actions vigoureuses ont été rappelées, comme la distribution gratuite des moustiquaires imprégnées » [L'Indépendant, 09/07/2007 : « LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME ET LE SIDA - LE FONDS MONDIAL MET 13 MILLIARDS DE FCFA A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT MALIEN »]*

- De fondations, d'ONG : Bristol-Myers-Squibb, Médecins pour la Paix

*« Ce projet dont le coût total est de 944 419 960 FCFA pour une durée de trois ans permet de faire bénéficier les populations de la région de Koulikoro aux ARV » [L'indépendant, 20/14/2005 : « Près d'un milliards de FCFA pour la prise en charge des PVVIH »]*

*« Le projet mobilise ainsi des fonds pour le paiement des ARV destinées au PVVIH » [Les Échos, 24/11/2005 : « SÉCURISER LE FUTUR » - La Fondation BMS agit contre le Sida »]*

*« ... aider le Mali à supporter le programme OMD » [L'Indépendant, 25/07/2007 : « L'ONG « Médecins pour la paix » offre au Mali 1,5 milliards de Fcfa de médicaments et matériels médicaux »]*

### **Seulement trois articles abordent de façon centrale la question de la gestion des fonds par les autorités maliennes, toutefois :**

- L'un d'entre eux est l'annonce du budget 2006 du ministère de la Santé, augmenté au détriment de celui du Développement social

*« Le budget du département de la Santé pour 2006 s'élève à 49,785 milliards de FCFA... augmentation de 17,64%. Concernant le ministère du Développement social et de la solidarité, le budget est de 4,507 milliards contre 10,637 milliards (en 2005) soit une diminution de 6,1 milliards [...] l'accent sera mis sur l'intensification de la lutte contre les maladies endémo-épidémiques [...] cette réduction s'explique par l'achèvement des deux grands projets de lutte contre la pauvreté » [L'Indépendant, 21/12/2005 : « BUDGET 2006 – Santé : 49,785 milliards ; Développement social : 4,507 milliards »]*

- Les deux autres, fin 2006, reproduisent telle quelle une annonce du ministère de la Santé traitant de l'utilisation des fonds PPTE

*« Au titre des dépenses de lutte contre le sida... 3,04 milliards de FCFA entièrement mobilisées pour l'achat d'ARV [...] Au titre des dépenses de lutte contre le paludisme, la malnutrition et la promotion de l'hygiène et assainissement... 2,47 milliards sur lesquels 1,9 milliards mobilisés pour l'achat de moustiquaires imprégnées... distribuées gratuitement aux femmes enceintes et aux enfants » [Les Échos, 14/09/2006 : « MINISTÈRE DE LA SANTÉ – Note d'information sur la réalité des ressources PPTE »]*

- o Texte reproduit dans Info Matin du 15 septembre

#### **Au bilan sur le financement**

- **L'information délivrée : à la fois factuelles (les événements) et explicative, 'pédagogique'**
- **Le rôle de la Presse : relais d'information technique... sans opinion**

### c. La réalité : les obstacles et les difficultés

#### La Presse se fait l'écho de freins à l'opérationnalité des mesures :

Au début de la période (2005-2006), les freins sont mentionnés sur tout par *l'Essor*. Ils sont liés :

- **Aux réticences/à l'indifférence ou à l'ignorance d'une partie des populations vis-à-vis de la médecine moderne**
  - La non fréquentation des centres de santé (santé maternelle)

« Dans les trois cercles visités (Gao, Bourem et Ansongo), la pratique de la césarienne, dont la gratuité a été instituée par le gouvernement, reste confrontée à des difficultés liées justement au peu d'intérêt des femmes pour les consultations prénatales » [L'Essor, 16/05/2006 : « La ministre de la santé en 7<sup>ème</sup> Région : CONSULTATIONS PRÉNATALES, DU CHEMIN À FAIRE »]
  - La non effectivité de la gratuité des consultations. *L'Essor* s'interroge sur les causes de cette non effectivité (méconnaissance par les patients des mesures de gratuité, ou pressions sur les patients opérées par les centres de santé ?), il donne en filigrane une réponse qui semble exonérer les centres de santé... dans un discours

« Les parents qui amènent leurs progénitures à la consultation. Sont-ils obligés de le faire ? Le font-ils par pure ignorance des textes qui existent en la matière ? ... beaucoup de nos compatriotes en ignorent comme la vieille Mariétou Diallo dont le petit-fils était hospitalisé dans les services de pédiatrie de Gabriel Touré : « Je ne suis pas allée à l'école, je ne peux être au fait d'une telle loi » » [L'Essor, 15/10/2006, « Gratuité de la consultation pour les enfants : UNE MESURE PEU VULGARISÉE »]
  - Les 'défections' de patients sous traitement (tuberculose)

« Malgré la gratuité du traitement, 50% des patients disparaissent avant leur guérison » [L'Essor, 20/04/2005 : « KAYES SE MOBILISE CONTRE LA TUBERCULOSE »]
- **À la gestion de l'approvisionnement (paludisme), avec deux niveaux de problèmes relevés :**
  - Les prévisions et la non disponibilité des produits

« Le défi reste l'accès des populations aux traitements et à la prévention. ... Selon M. Matt Lynch, directeur de Voices et un des conférenciers, il faudrait mieux prévoir les besoins en médicaments et les engagements financiers des pays pour que les fabricants de CTA augmentent leur volume de production. » [Les Échos, 08/11/2007 : « LUTTE CONTRE LE PALUDISME : Les CTA et des moustiquaires imprégnées priorisés »]

« Ces médicaments ne sont pas toujours disponibles dans les officines pharmaceutiques. Et ce sont des spécialités qui coûtent relativement chers », reconnaît le coordinateur du PNL. » [L'Essor, déc. 2006 : « Lutte contre le paludisme : L'ARME DE LA MOUSTIQUAIRE IMPRÉGNÉE »]
  - La fiabilité des fournisseurs

« dans la pratique, force est de reconnaître que des actions au dessein mercantile avéré sont entreprises pour torpiller ces efforts conjugués [...] l'inondation du marché de moustiquaires telles que « B-52 », le non respect des normes de l'OMS pour



*l'imprégnation des moustiquaires, la taille et les dimensions des mailles, la qualité du textile utilisé, etc. » [L'Essor, déc. 2006 : « Lutte contre le paludisme : L'ARME DE LA MOUSTIQUAIRE IMPRÉGNÉE »]*

### **La presse (L'Essor toujours principalement) note également**

- Les incapacités des structures de santé à faire face à l'affluence des patients attirés par l'effet d'annonce de la gratuité, structurellement (Gabriel Touré, gynécologie) ou à l'occasion de journées d'opérations gratuites (IOTA, ophtalmologie)

*« Ce service, qui a seulement 46 lits, sent le besoin d'une augmentation de sa capacité d'accueil. Il se trouve constamment déborder par le flux des malades ces derniers temps, surtout depuis l'adoption de la gratuité de la césarienne » [L'essor, 07/11/2006 : « Le service de gynécologie de Gabriel Touré : DÉBORDÉ »]*

*« C'est une véritable marée humaine qui déferle depuis samedi sur le Centre international de Conférences de Bamako où des équipes ... conduisent des consultations ophtalmologiques gratuites ... malheureusement, l'organisation ne suit pas, bien au contraire le travail se fait dans un désordre indescriptible, soumettant notamment les personnes âgées à une épreuve inutile » [L'essor, 19/10/2006 : « Consultations ophtalmologiques gratuites : LA RANÇON DU SUCCÈS »]*

- Les fraudes :

- o Les 'faux bénéficiaires'

*« les étrangers arrivent à se faire passer pour des Maliens et bénéficier ainsi des tarifs prévus les nationaux. » [L'Essor, 07/05/2005 : « Ophtalmologie : L'IOTA SE MAINTIENT DANS L'ÉLITE »]*

- o Les détournements de matériel : L'Indépendant dénonce en 2005 l'attitude du ministère de la Santé, voire suspecte ouvertement une corruption 'à haut niveau'

*« Les moustiquaires imprégnées du PNLN sont détournées et vendues sur le grand marché de Bamako. L'enquête [...] a permis l'arrestation de trois personnes. Seulement, voilà, le ministère de la Santé n'est pas favorable à la poursuite des investigations. Et prétend se lancer dans la lutte contre le paludisme... Voilà comment on gère l'aide financière des partenaires du Mali. Peut-être que de gros bonnets sont impliqués dans cette sombre affaire, sinon pourquoi vouloir stopper l'enquête ? » [L'Indépendant, 22/03/2005 : « PNLN – Silence, on vole les moustiquaires imprégnées »]*

### **En janvier 2007, Les Échos questionnent investissements nécessaires face à la faiblesse des moyens de l'État**

*« Au Mali, la lutte contre le paludisme coûte énormément à l'État. Malgré ses faibles moyens, ce sont des centaines de millions qu'il injecte annuellement dans la prévention de cette maladie » [Les Échos, 29/01/2007 : « Paludisme : une maladie budgétivore »]*

### **À ce titre, Les Échos toujours critiquent les mauvaises orientations stratégiques de l'État : l'importance de l'assainissement est jugée négligée dans la lutte contre le paludisme :**

- Via une contestation frontale de la politique de budgétisation de la lutte et propose une politique plus constructive et plus raisonnée d'éradication des sources de maladie, le financement de l'assainissement en premier lieu

*« A en croire le ministre de la santé, Mme Maïga Zeinab Mint Youba, qui était hier face à la presse, toutes les conditions politiques, économiques et humaines sont réunies aujourd'hui pour entreprendre une lutte d'envergure contre ce terrible fléau [...] Il s'agit d'un épart du financement du Fonds mondial pour 13 milliards et l'inscription du Mali à l'initiative du président américain pour la lutte contre le paludisme de 37 à 45 milliards, et le financement du budget national [...] Nul n'a besoin d'être spécialisé en santé pour savoir que l'anophèle provient de nos ordures. Des États sont parvenus à éradiquer la paludisme à travers seulement l'assainissement [...] Sans cadre de vie assaini, le gouvernement continuera à engloutir des milliards du fonds de lutte contre le palu et d'autre généreux donateurs contre les moustiques [...] Les médicaments gratuits ne le sont pas pour l'État. Il faut combattre le mal à sa racine [...] La pulvérisation ... ne suffit pas [...] Et c'est là le premier combat à mener, sinon les moustiques vont engloutir tous ces milliards et continuer à crier victoire sous les lauriers des citoyens. » [Les Échos, 07/03/07 : « Des milliards pour les moustiques »]*

- Via l'écho fin 2008 des femmes qui plaident pour une plus grande implication des collectivités dans l'assainissement [Les Échos, 03/10/08 : « CONTRE LE PALU – La prévention d'abord »]

### **La lourdeur de l'appareil administratif est également mise en cause**

*« Dans la dynamique de la réforme hospitalière, l'agence nationale d'évaluation des hôpitaux a mené en 2007 des actions dans le sens de la réalisation du service hospitalier défini comme l'accès de tous, y compris les couches les plus démunies, à des soins de santé d'urgence et des soins de référence de qualité au meilleur coût possible. Dans cette optique, ces activités ont porté sur ... l'étude sur l'effectivité de la gratuité de la césarienne [...] La diminution de l'appui budgétaire sectoriel et surtout sa mise à disposition tardive, le manque de moyens logistiques appropriés, la lenteur dans la mise à disposition des ressources financières, l'insuffisance de ressources humaines qualifiées sont parmi les difficultés qui entravent la bonne marche de l'Agence. » [Le Républicain, 29/01/2008 : « L'AGENCE NATIONALE D'ÉVALUATION DES HOPITAUX – Garantir une bonne qualité de soins de santé d'urgence à la population »]*

**À partir de 2008, les journaux reprennent très fréquemment les critiques à peine voilées que ministre de la Santé Oumar Ibrahim Touré exprime depuis 2008 quant aux freins que les problèmes structurels et surtout les 'mauvaises pratiques' du système de santé malien peuvent constituer pour la mise en œuvre de la politique d'exemption des coûts :**

- Mauvais accueil des usagers
- Non effectivité des mesures
- Détournements des stocks de médicaments
- Et présentent les termes des résistances des personnels de santé

**Néanmoins, aucun journaliste ne semble reprendre cette analyse à titre personnel, et la Presse s'en tient à des citations sans commentaire...**

*« Le ministre... « Le personnel sanitaire doit être capable d'agir envers les autres comme il aimerait qu'on agisse avec lui » [Scorpion, 23/04/2008, « Le Ministre de la Santé en quatrième région – Les défis sanitaires en passe d'être levés »]*

*« Dans toutes les localités visitées, Oumar Ibrahima Touré a discuté avec le personnel sociosanitaire de ses principales préoccupations : la formation, l'intégration des différentes catégories de contractuels à la fonction publique et à celle des collectivités, la*

*révision de la carte sanitaire. L'alimentation de la caisse de solidarité par paiement des cotisations des associations de santé communautaires (Asaco) et des collectivités, le retard dans la référence-évacuation du fait de l'enclavement, la gratuité de soins contre le paludisme pour les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes, [...] DES ATTENTES IMMENSES. Le ministre Touré a aussi tenu à lever toute équivoque sur la gratuité des soins contre le paludisme : c'est une décision du président de la République qui doit être appliquée impérativement. Le traitement des moins de 5 ans avec les combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA) et des femmes à la sulfadoxine peryméthamine (SP) est bien gratuit. Oumar Ibrahima Touré a tenu une réunion de synthèse avec l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur de la santé au niveau de la région. Cette rencontre a permis de dresser une sorte de feuille de route listant des solutions graduelles aux difficultés constatées sur le terrain et fixant un chronogramme précis compris dans la période 2010-2011. Il a développé les priorités en matière de santé prévues par le Projet de développement économique et social (PDES), le sacerdoce de la médecine et l'esprit d'équipe, le développement des ressources humaines. Les attentes en matière de santé sont immenses tant du côté des usagers que de celui des travailleurs, a-t-il constaté en annonçant des initiatives à développer pour mieux lutter contre la maladie notamment le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida. Les attentes, a-t-il précisé, se déclinent également dans une répartition équitable du personnel socio-sanitaire et la gestion judicieuse des ressources humaines opérationnelles. » [L'Essor, en ligne le 22 janvier 2010, « Le ministre de la Santé en 1ère Région : le check-up et les engagements »]*

*« Aux dires du ministre, les attentes dans le domaine de la santé sont énormes tant du côté des travailleurs du secteur que des usagers. Parmi ces attentes, nous avons la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida [...] Dans ses recommandations, Oumar Ibrahima Touré a rappelé la gratuité de la césarienne qui devrait être une réalité dans notre pays partout. Le ministre a demandé aux acteurs de s'acquitter des cotisations qui alimentent les caisses de solidarité. Il a sollicité que la lutte contre la vente illicite des médicaments soit accentuée » [Le Républicain, en ligne le 27/01/2010, « Couverture sanitaire à Kayes : plus de 4,500 milliards de F Cfa en 2010-2011 »]*

*« Les doléances présentées au ministre Touré portent sur le manque de personnel, le retard de salaires qui culmine parfois à 36 mois pour certains agents recrutés sur fonds PPTe, le renforcement du plateau technique. [...] Oumar Ibrahima Touré a rappelé la nécessité pour le personnel socio-sanitaire de réussir le virage de la télémédecine, de l'informatique médicale, de la qualité des soins, de la transplantation d'organes et du renouveau de l'action publique qui était au cœur de ses propos dans les localités visitées. » [L'Essor, en ligne le 22 avril 2008, « Le ministre de la Santé à Ségou : des progrès encourageants sur le terrain »]*

Dans ce contexte, Le Sphinx a récemment publié dans un article émanant certainement, directement ou indirectement, de la PPM, une longue plaidoirie pour que cette dernière conserve la mainmise sur la gestion des stocks, plaidoirie par ailleurs difficile à suivre, qui s'organise selon un schéma rhétorique qui relève du récit épique, récurrent tout au long de l'article :

- **La glorification de la PPM quant à son rôle 'majeur, central et salvateur', sur le registre du héros**

*« Nous avons réussi l'exploit [...] Le mérite a été reconnu au plan international [...] Ces femmes et ces hommes intrépides [...] Il révèle que la PPM a même anticipé sur la décision politique de la gratuité [...] Le Fonds global ou mondial rejoindra plus tard la*

*PPM sur le front. [...] Cette même pharmacie forte de son gros vécu à continuer à apporter un coup de main à l'organisme onusien, notamment, dans l'organisation des dossiers d'appels d'offres [...] Les malades étaient véritablement à l'aise et ne souffraient quasiment d'aucune rupture quelconque. »*

- **La ‘chute’**

*« La PPM s'est vue confinée dans un rôle de distribution, c'est-à-dire d'acheminement des médicaments sur les sites de prise en charge. Et désormais le Fonds des Nations Unies pour la population (PNUD) passe les commandes d'ARV pour le pays. »*

- **Le ‘retour’ triomphal (néanmoins modeste)**

*« Il s'agissait de mettre en place un système pour retrouver la traçabilité de tout médicament, d'organiser des achats par sources de financements et par sites de prise en charge. Il fallait également une réorganisation du système pour une meilleure expression des besoins. [...] Il y a aussi des difficultés auxquelles la pharmacie est confrontée dans l'approvisionnement en ARV comme celle liée à l'expression des besoins. [...] Même si on ne le dit pas par modestie au niveau de la PPM, la structure qui est un dispositif clé de la mise en œuvre de la politique pharmaceutique dans notre pays, s'impose comme un choix unanime. Elle est aujourd'hui dans une logique de satisfaction des besoins des 25.542 malades actuellement sous ARV. »*

- **Le titre de l'article étant lui-même une expression manifeste d'un ton quelque peu exalté et d'un contenu plutôt désarticulé**

*[Le Sphinx, en ligne le 19/12/2009 : « La Pharmacie Populaire du Mali (PPM) a réussi l'exploit de rendre les médicaments accessibles à tous les malades. La lutte contre le Sida occupe tous les créneaux dans notre pays. Chacun y va de son imagination en déployant sur le terrain le canal et les moyens appropriés de mobilisation sociale. »]*

**Au bilan sur les obstacles et limites**

- **L'information délivrée : globalement factuelle, et souvent elliptique, le ‘cœur’ des sujets est abordé de façon tangente (hormis les prises de position des *Échos*)**
- **Le rôle de la Presse : un rôle de ‘garde fou’ joué a minima, sans analyse ni prise de position très franche, hormis quand la ‘morale publique’ offre une orientation évidente : la corruption, le détournement des moustiquaires**

## E. Les résultats

**Un contexte national et international sombre au début de la période étudiée ; en 2005, L'Essor se fait l'écho des inquiétudes sur la réalisation des objectifs en matière de lutte contre le paludisme, contre le VIH et contre la tuberculose**

*« L'OMS et l'Onusida doutent qu'il soit possible de tenir le pari de traiter 3 millions de malades d'ici fin 2005 » [L'Essor, 30/06/2005, « Sida : L'OBJECTIF DE TRAITEMENT S'ÉLOIGNE »]*

*« Cinq ans après le sommet d'Abuja... cet objectif semble maintenant impossible à atteindre » [L'Essor, 25/04/2005, « Lutte contre le paludisme en Afrique : ENCORE DU CHEMIN À FAIRE »]*

*« La tuberculose demeure un problème de santé important dans notre pays où des dizaines de milliers de cas ont été recensés l'année dernière » [L'Essor, 19/04/2005, « Tuberculose : LA RÉSURGENCE SE CONFIRME »]*

*« ... avoir à l'esprit l'augmentation du taux de nouvelles infections des jeunes de 15 à 24 ans » [L'Essor, 06/05/2005, « Journée internationale de la famille : L'AFFECTION FAMILIALE ESSENTIELLE POUR LE MALADE DU SIDA »]*

La gratuité est envisagée comme un élément clé du dispositif de 'lutte' en termes de santé publique ; la Presse rentre manifestement dans une logique ancrée dans un objectif de guérison (contexte de lutte contre la tuberculose), ou de 'salvation' (santé maternelle) ; dans cette logique, **la gratuité mène logiquement à une santé retrouvée (problème soigné) ou conservée (problème évité), c'est-à-dire une baisse des statistiques**

### - Tuberculose

*« S'agissant du bilan du traitement, il ressort que sur un total de 2 695 patients en traitement au cours De l'année, 1771 ont été guéris, il y a 246 décès, 47 cas d'échec au traitement et 438 cas d'abandon et le reste sont des cas de transfert. [...] Faut-il rappeler que le traitement de la tuberculose étant gratuit, la coordination du programme national appuie les directions régionales de la santé et les médecins responsables en assurant l'acquisition et la distribution des médicaments et des matériels de laboratoire... » [L'indépendant, 24/03/2005 : « JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE – Sur 2 695 cas de traitement, 1 771 patients ont été guéris »]*

### - Santé maternelle

*« Pour le président de la commission médicale d'établissement la création du pool mère-enfant est un challenge intéressant à bien des égards. « Nous sommes avec cette unité en mesure de faire face à beaucoup d'urgences que nous ne pouvions pas prendre en charge avant. La gratuité de la césarienne a contribué à faciliter la prise en charge des urgences [...] .. le taux de mortalité néo-natale est passé de 10% il y a trois ou quatre ans à 7% cette année [...] le taux de mortalité dans la période néo-natale a été ramené de 20% ce derniers temps à 10% aujourd'hui. » [L'Essor, 21/09/2007 : « Lutte contre la mortalité néo-natale : LE POOL MÈRE-ENFANT À L'AVANT-GARDE DU COMBAT »]*

### - Paludisme

*« En matière de moustiquaires imprégnées, le taux d'utilisation est passé de 8,37% en 2003 à 56,85% en 2006 » [L'Indépendant, 04/05/2007 : « LUTTE CONTRE LE PALUDISME – La CTA et le Coartem pour barrer la route à la maladie »]*

*« 80% des enfants de moins de cinq ont reçu des moustiquaires imprégnées [...] En février 2008, soit deux mois après la campagne intégrée, une enquête menée par le ministère de la Santé du Mali et des partenaires a révélé que 88,3% des 800 personnes interrogées dans 500 ménages à travers les 9 régions du pays ont reçu des moustiquaires imprégnées pendant la campagne. Sur les 832 enfants de 0 à 59 mois enquêtés, 661 soit 79,5% ont reçu des moustiquaires imprégnées » [Les Échos, 25/04/2008 : « Lutte contre le paludisme : MSF INNOVE À KANGABA »]*

*« Diverses actions ont été menées, parmi lesquelles l'installation d'un système d'approvisionnement gratuit en médicament antipaludéens notamment les CTA et en test de diagnostic rapide. Le personnel a été formé à cette nouvelle approche [...] L'opération assure en plus la gratuité totale des soins [...] Le nombre de cas de paludisme a suivi une courbe inverse, chutant de 6% à 1,7% pendant la même période » [L'Essor, 12/04/2008 : « Lutte contre le paludisme : MSF INNOVE À KANGABA »]*

**Depuis 2008, la Presse relaie des satisfécits de résultats qui focalisent largement sur le sida.**

Ces satisfécits sont exprimés dans les colloques nationaux et internationaux, où l'ensemble des acteurs de la lutte se congratulent mutuellement des 'efforts accomplis', des 'progrès' observés et des 'espoirs' corollaires. La Presse se fait tout à la fois le relais des 'excellents résultats' que constituent les baisses enregistrées au niveau des statistiques nationale, qu'elle publie abondamment : gratuité des soins divers, taux de césarienne, sites de prise en charge, patients sous traitement, nombre de cas dépistés, taux de prévalence... : la baisse du taux de prévalence du VIH est notamment saluée de façon unanime et univoque : un 'bond régressif considérable'. De plus, l'accès universel aux soins des Maliens semble presque acquis

Dans ce contexte, les données qui intéressent la Presse ne sont plus celles relatives à l'état de la pandémie, mais plutôt à celui de la lutte contre la pandémie, c'est-à-dire les données qui mettent en lumière les résultats de la mise en œuvre de la politique de lutte)

*« Avec 11,5 millions d'habitants et une prévalence de 1,7% dans la population adulte, on estime à 130 000 le nombres de personnes infectées par le VIH/Sida dans notre pays. Ce qui fait dire au directeur du GIP/ESTHER, Grilles Brucher, « qu'en quelques années, le Mali est devenu un véritable symbole d'un État engagé dans la lutte contre le VIH/Sida. Il a cité pêle-mêle les fortes décisions prises par les autorités contre le sida. Il s'agit de la gratuité des antirétroviraux, l'existence de plus de 100 sites de prévention. En 2007, 11 837 personnes, dont 567 enfants, ont bénéficié de la trithérapie et d'un suivi régulier. » [Les Échos, 20/05/2008, repris dans l'hebdomadaire du 23/05/08 : « Le bond remarquable contre le sida »]*

*« Si l'année 2001 a marqué le début de l'Initiative malienne d'accès aux antirétroviraux avec 3 sites à Bamako et 109 personnes seulement sous traitement, aujourd'hui, avec la mise en œuvre de la politique de gratuité de soins, le nombre de sites de traitement atteint 49, repartis d'une manière décentralisée. - Si l'AZT était le seul anti-rétroviral disponible en ce temps et coûtait malheureusement cher, c'est-à-dire environ 300 000 F CFA par malade et par mois, depuis 2004, l'accès aux médicaments ARV est devenu gratuit pour toutes les personnes vivant avec le VIH/Sida grâce à l'engagement personnel du président de la République ? Se classant ainsi parmi les pays africains les plus avancés en matière de prise en charge des PVVIH, le Mali, en décembre 2007, a pu*

*mettre sous ARV 16 509 patients sur une prévision de 15 000. Aujourd'hui, le Césac qui est une structure communautaire de prise en charge des PVVIH, a pu mettre sous traitement ARV 4800 malades... » [Les Échos, 12/12/2008 : « ACCES GRATUIT AUX ARV – 4800 malades bénéficiaires au Césac »]*

*« Malgré quelques contrastes locaux, la région confirme globalement une amélioration de la qualité des soins. Le ministre de la Santé, Oumar Ibrahima Touré, revient d'une tournée de quatre jours dans la région de Ségou. [...] La région a déployé des efforts pour concrétiser de grandes décisions comme la gratuité de la césarienne, des antirétroviraux (ARV) pour les personnes vivant avec le Vih/sida et des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA) pour les enfants de 0 à 5 ans. Ainsi le taux de césarienne est passé de 19,07 % en 2005, à 33,5% en 2007. Pour la même période, le cumul des malades bénéficiant des ARV a progressé de 1 085 à 1 568. » [L'Essor, en ligne le 22/04/2008, « Le ministre de la Santé à Ségou : des progrès encourageants sur le terrain »]*

*« Un chiffre record de 66.935 consultations médicales au compteur, dont 4.500 déclarées positives ; 12.581 cas de dépistages réalisés, avec à la clé 12.317 patients mis sous ARV. Voilà en chiffres les indicateurs de la lutte contre le VIH/sida au cours de l'année écoulée. L'information a été donnée par la directrice d'ARCAD/SIDA [...] C'est pour cette raison que le budget annuel d'ARCAD/SIDA a été fixé à 1.7 milliard CFA. Un budget destiné à divers programmes. Notamment, les volets nutritionnel, éducatif et thérapeutique. » [Canard Déchaîné, 17/06/2009 : « Sida : position sidérantes »]*

Ce satisfecit est supporté par la 'bonne position' du Mali, où l'on annonce 77% des PVVIH sous ARV

- Ce qui résonne largement avec la rhétorique de 'l'effort national', et de 'l'engagement de l'État'
- Et ce, malgré la contradiction flagrante avec les chiffres 'isolés' : 20 000 personnes sous ARV, plus de 130 000 PVVIH...)

*« Certains pays du continent enregistrent de bons résultats, dont le Mali qui a par exemple décidé de la gratuité des ARV. Notre pays est même le 3<sup>e</sup> Etat africain à mettre le plus grand nombre de personnes vivant avec le virus sous traitement ARV (77% des malades). Le Botswana (85%) et la Namibie (80%) enregistrent les meilleures statistiques en la matière » [L'Essor, 29/12/2008 : « Lutte contre le sida : LE RÔLE CENTRAL DE LA JEUNESSE »]*

*« A ce jour, le Mali a obtenu une bonne note de ESTHER qui a été fondée par Bernard Kouchner et qui est présent dans dix-huit pays. Cette bonne note est la conséquence des résultats remarquables obtenus par notre pays, qui a mobilisé des équipes de soins, de la société civile pour mener un combat farouche. Plus de quinze mille personnes sous ARV... » [Scorpion, 21/05/2008 : « Comité de liaison ESTHER 2008 : Une bonne note pour le Mali dans le combat du VIH/SIDA »]*

**La Presse (à l'instar des institutions/personnalités dont elle se fait l'écho) semble engagée dans une 'course au chiffre' manichéenne et parfois contradictoire**

Elle se félicite ainsi tout à la fois de l'accroissement du nombre de personnes sous ARV (indicateur du 'bien') et de la chute du taux de prévalence (indicateur du 'mal'). Les résultats sont présentés isolément, et leur signification n'est jamais analysée. Symptomatiquement, le constat du recul du taux de prévalence ne s'accompagne nullement chez les journalistes d'un constat de contradiction entre la gratuité des ARV (sensés 'préserver la vie') et la chute du taux de prévalence (signifiant la mort en masse des PVVIH).

Voire un article mentionne le fait que « beaucoup de patients ‘manquent à l’appel’ » sans s’inquiéter des causes, et sans mettre cela en relation avec la chute du taux de prévalence.

De plus, la modification du calcul du taux de prévalence, qui passe d’une prévalence calculée en ratio de la population adulte à celui de la population globale, induit mécaniquement une baisse du taux, ce qui ne semble pas compris ou pas relayé par la Presse, qui semble ne s’intéresser qu’au résultat du ‘recul’

*« En matière de lutte contre le sida, l’accès au traitement se développe, la maladie recule et la prévalence baisse » [Les Échos, 20/05/2008, repris dans l’hebdomadaire du 23/05/08 : « Le bond remarquable contre le sida »]*

*« Selon la 4<sup>e</sup> enquête démographique et de santé (EDS IV), le taux de prévalence du VIH est passé de 1.7% en 2001 à 1.3% en 2006. Ce résultat est sans doute le fruit de l’efficacité de la synergie d’action des acteurs... Le nombre de patients sous antirétroviraux est passé de 10 543 en 2006 à 14 844 en fin septembre 2007 contre une prévision de 15 000, y compris les enfants infectés, soit un taux de réalisation de 99% » [Les Échos, 12/12/2007 : « Le Mali sur la bonne voie de l’accès universel »]*

*« (La région de Ségou) est l’une des rares qui a le plus contribué dans la lutte contre ce fléau, ramenant son taux de 2 % à 1,3 %, soit un bond régressif considérable de 35 %. [...] un satisfecit qui [...] est aussi la résultante d’acteurs locaux, d’ONG dynamiques comme l’historique WALE et la toute nouvelle, SOLTHIS, qui parait le chantre de l’espoir des malades. » [Le Ségovien, en ligne le 09/12/09 : « Les chiffres font certes froids au dos mais la lutte contre le SIDA à Ségou et les efforts de tous ses acteurs présagent que la menace de ce fléau est susceptible de baisser dans la région. »]*

### **Les perspectives à date : des chiffres en croissance positive, un taux de prévalence en chute, des satisfecit toujours, une politique d’éradication maintenue**

*« Ces cinquièmes journées scientifiques interviennent dans un contexte de mobilisation générale de la communauté internationale pour l’accès universel à la prévention et au traitement [...] Au Mali, les multiples efforts accomplis dans le cadre de la prévention et de l’accès au traitement ont débouché sur des résultats satisfaisants. Aujourd’hui notre pays a ouvert 65 sites de prise en charge des personnes vivant avec le VIH qui bénéficient de la gratuité. Plus de 25 542 patients ont reçu des antirétroviraux (ARV). Pour le coordinateur de la CSLS du ministère de la santé, l’accès universel à la prévention et aux soins est un objectif à portée de main. [...] Ousmane Touré reconnaît les progrès dans l’offre des services à la prévention, des soins et des traitements mais relève que l’accès universel reste un objectif majeur à atteindre dans notre pays » [Essor, en ligne le 29/01/2010 : « Journées scientifiques sur le VIH : l’accès universel en ligne de mire »]*

*« La prévalence nationale du VIH est passée de 1,7% en 2001 à 1,3% en 2006. Il existe 65 sites de prise en charge antirétrovirale... à la date du 30 juin 2009 le nombre de patients mis sous traitement ARV s’élevait à 25.542. Dans le domaine de la prévention de la transmission mère-enfant, le Mali est passé de 172 sites en 2008 à 225 en juin 2009. Le nombre de centres offrant les dépistages s’élève de nos jours à 260 » [Scorpion, 10/12/09 : « Lancement du mois de lutte contre le VIH/SIDA – Le ministre de la Santé affiche son optimisme »]*

*« Le Dr. Aliou Sylla, Coordinateur du comité sectoriel de lutte contre le sida dira que l’impossible n’est pas malien. Certes, la seule ambition reste d’ici 2015, d’éradiquer ce fléau dévastateur au Mali. Selon lui, déjà en 2010 les résultats enregistrés sont*



*encourageants.* » [L'Indicateur du Renouveau, en ligne le 28/01/2010 : « 5<sup>èmes</sup> journées VIH de Bamako : Malgré des avancées, beaucoup reste à faire »]

**Seuls quelques articles viennent tempérer le satisfecit général pour une vision plus objective de la réalité, et rendent compte des 'inachèvements' :**

**- La persistance des pandémies**

*[L'Indépendant, 29/04/2008, « Malgré la gratuité des CTA et des moustiquaires imprégnées, la maladie persiste »]*

**- L'accès universel aux soins encore inabouti**

*« Dans son discours d'ouverture, le représentant du ministre de la Santé, Ousmane Touré [...] a formulé le vœu que durant les trois jours de travaux, les participants échangent entre autres sur les défis actuels de l'accès universel, les problèmes de résistance virologique, les avancées thérapeutiques, la recherche vaccinale et les questions de droit liées au VIH. [...] En effet, au Mali des progrès ont été réalisés dans l'offre des services de prévention, de soins et de traitement, mais « l'accès universel » reste un défi important à relever. [...] Organisée par la Cellule sectorielle de lutte contre le VIH/SIDA du ministère de la Santé en partenariat avec le Haut conseil national de lutte contre le sida, l'ESTHER, SOLHIS et CDC/Atlanta, cette journée se fixait comme objectif général de partager les expériences dans le domaine de « l'accès universel à la prévention, aux soins et au traitement » [Indicateur du Renouveau, en ligne le 28/01/2010, « 5<sup>èmes</sup> journées VIH de Bamako : Malgré des avancées, beaucoup reste à faire »]*

*« Avant (Ousmane Touré) d'ajouter que le Mali a réalisé des progrès dans l'offre des services de prévention, de soins et de traitement, néanmoins, l'accès universel demeure un objectif majeur à atteindre. » [Le Quotidien de Bamako, en ligne le 28/01/2010, « Cinquième journées VIH de Bamako : Un espace du donner et du recevoir ! »]*

**- Scorpion prend notamment le relais du ministre pour tempérer le satisfecit au vu des enjeux qui demeurent dans la lutte, aussi bien contre les 'fléaux' que contre les préjugés**

*« Le ministre consent que les différents progrès réalisés ne doivent cependant pas faire perdre de vue les défis à relever. Il s'agit entre autres de la pérennisation des acquis, l'amélioration de la qualité de service, la mobilisation des ressources nationales, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination et la maîtrise de l'épidémie dans les groupes vulnérables et marginalisés » [Scorpion, 10/12/2009 : « Lancement du mois de lutte contre le VIH/SIDA – Le ministre de la Santé affiche son optimisme »]*

**À noter que seuls Waati et Scorpion se font l'écho de la question humaine, qui demeure toujours la grande 'laissée pour compte' :**

**- De la réalité de la gestion du sida au Mali**

**- De son traitement par la Presse**

*« Le Mali a un taux de couverture de plus de 85% [...] En ce qui concerne l'accès universel, explique Malick Sène, le secrétaire exécutif du HCNLS, il faut reconnaître que le Mali a fait des efforts importants [...] Par ailleurs, en ce qui concerne les droits humains, Malick Sène a laissé entendre que le Mali est beaucoup en retard... particulièrement dans le domaine de la stigmatisation et de la discrimination à l'encontre*

*des PVVIH* » [Waati, 08/12/2009 : « JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA – Persistance de la stigmatisation et de la discrimination au Mali »]

« *La bataille contre la stigmatisation et la discrimination reste encore à remporter [...] Chaque fois les acteurs ont relevé des points de faiblesse* » [Scorpion, 10/12/2009 : « *Sida au Mali – La stigmatisation se porte bien* »]

**Au bilan sur les résultats :**

- **L'information délivrée : factuelle, décontextualisée, et non analysée (non vérifiée), voire manipulée**
- **Le rôle de la Presse : relais d'information sans opinion, voire support d'un discours de valorisation nationale. A ce titre, on notera l'absence d'analyse voire d'implication des grands quotidiens, y compris *les Échos* supposés 'analytiques', dans la question du VIH**

## F. Le plaidoyer

24 articles problématissent la question de l'accès au soin dans le contexte du système de santé malien et tentent de poser les termes d'une meilleure stratégie, quelle que soit la nature de l'article :

- **Dénonciation** : en avril 2008, *L'Humanité* publie un article qui ne mentionne pas explicitement la question de l'exemption des soins de santé, mais qui dénonce les pratiques officieuses et l'inégalité de l'accès aux soins (à rapprocher des modalités de mise en œuvre de la gratuité)

*« La santé est-elle malade ? Moins d'un lit pour 100 patients ! Oui la santé est malade au Mali. Constat: un déficit flagrant. Ce secteur souffre de plusieurs insuffisances : l'accueil et l'orientation des patients, le problème de diagnostic avec son corollaire de l'augmentation des maladies chroniques non transmissibles (les maladies cardiovasculaires, l'hypertension artérielle, le diabète etc.) A ces insuffisances s'ajoutent d'autres maillons faibles qui sont incontestablement entre autres : le manque de prise en charge des malades, la faiblesse de la couverture sanitaire, la vétusté des équipements et des infrastructures, l'existence d'une organisation de la carte sanitaire en inadéquation avec les besoins. Il y a lieu d'ajouter une insuffisance en lits et en personnels de santé (le Mali souffre d'un déficit en médecins spécialistes). La dégradation du secteur, malgré les efforts, préoccupe-t-elle la plus haute hiérarchie du pays ? [...] Hier, nous avons fait un tour au niveau du CHU Gabriel Touré afin de nous rendre compte de la qualité de l'accueil et de l'orientation des malades. Le constat est amer. Aucun dispositif approprié. Aucun sérieux. Les patients, en plus de leur mal, sont confrontés à une autre douleur celle infligée par le personnel sanitaire. Lequel, le plus souvent ne pense qu'à l'argent. « Plus le malade met la main dans la poche plus on s'occupe bien de lui. Je suis là depuis 6 heures du matin au service gastrologie, je souffre d'une douleur indescriptible au niveau du ventre. Des patients sont venus après moi, mais ils ont été examinés avant moi. Déjà, je souffre, les agents sanitaires me font souffrir davantage. Il faut changer de méthode dans ce pays. Le pauvre n'a accès à rien. Il y a deux poids deux mesures. Je me demande si les plus hautes autorités sont au courant de ces pratiques inhumaines et honteuses au CHU Gabriel Touré », a expliqué une vieille femme d'environ 60 ans. Il est obligatoire pour les pouvoirs publics d'insister sur les efforts importants nécessaires pour parvenir au niveau de prestation souhaitée. C'est la responsabilité des praticiens et du personnel de la santé de s'atteler à réduire les déficits constatés et à relever le défi de la qualité de la prévention et des soins de manière à l'élever au niveau des standards internationaux. » [L'Humanité, en ligne le 24/04/2008, « Difficulté d'accès aux soins et structures sanitaires au Mali »]*

- **Manifeste** : pour une réflexion plus avancée pour le système de protection sociale, dans le contexte de la réflexion sur un système mutualiste

*« Pour autant, tempère le ministre, de nombreux défis continuent d'interpeller l'ensemble des acteurs. Ils sont liés, selon le ministre, à l'accès à la santé, à l'éducation, aux revenus ; la défense quotidienne des droits reconnus aux catégories spécifiques, dont les enfants. [...] alimenter l'énoncé de recommandations pertinentes pour renforcer nos politiques sociales et les programmes de protection sociale. Pour le Premier ministre, Modibo SIDIBE, notre système de protection sociale, marqué du sceau de la solidarité, devra intégrer judicieusement des formules contributives et non contributives dans une logique de complémentarité entre les différents mécanismes. Toutefois, pour étendre efficacement le bénéfice des politiques sociales, des stratégies novatrices s'imposent pour*

*générer les ressources devant supporter la pérennité des différents mécanismes qui sous-tendent nos politiques nationales. » [Info Matin, source web, non daté, « Protection sociale au Mali : Balises pour un nouveau plan d'action ! »]*

- **Appel : à un engagement politique accru de la part de l'État**

*« Le Dr. Fatoumata Binta DIALLO, représentante de l'OMS [...] a souligné la nécessité d'un engagement plus accru du gouvernement. Car, selon elle, l'événement en lui-même traduit la création d'une dynamique sociale capable de mobiliser tous les autres partenaires. [...] La coordinatrice du programme national de lutte contre la tuberculose [...] e Dr. NACKO a rappelé que la tuberculose peut être soignée, jugulée, voire éliminée avec des efforts soutenus et des ressources suffisantes. Mme NACKO a insisté sur le fait que le succès du programme dépend principalement de l'engagement du personnel de santé. « La réussite de la lutte contre la tuberculose est à notre portée, à condition que chacun de nous y croie », a-t-elle martelé. Elle a néanmoins tenu à indiquer que le dépistage et le traitement de la tuberculose étaient totalement gratuits sur toute l'étendue du territoire national. » [Info Matin, en ligne, non daté, « Lutte contre la tuberculose : Le pari peut être gagné ! »]*

- **Alertes : nécessité 'une prise en compte plus humaine de la problématique VIH**

*« Pour Malick Sène... « faute de nous pencher sur particulièrement sur les droits humains, de nombreux sacrifices et investissements que nous sommes en train de faire aujourd'hui dans les programmes et les politiques sur le VIH/Sida sont condamnées à l'échec » [L'Essor, 20/10/05 : « LUTTE CONTRE LE SIDA/VIH AU MALI : Réflexion sur un avant-projet de proposition de loi »]*

**Au bilan sur les plaidoyers :**

- **L'information délivrée : subjective, d'opinion... mais jamais de la part des journalistes eux-mêmes**
- **Le rôle de la Presse : vecteur de diffusion d'idées, force et support à l'évolution des mentalités et des politiques**

## G. Les gratuités ponctuelles

Jusqu'en 2007, les événements de la gratuité ponctuelle sont surtout le fait de structures humanitaires : médecins (Médecins d'Afrique, de l'armée américaine), ONG, centres islamistes, Lions Clubs..., Tolken, la Wamy... qui prodiguent des soins gratuits et plus rarement des dons.

*« Les forces armées des Etats-Unis jouent un grand rôle dans l'aide aux populations civiles [...] les patients, une fois le mal diagnostiqué se ravitaillaient à la pharmacie sans déboursier la moindre somme [...] L'opération a enthousiasmé la population qui se l'est appropriée, des centaines de patients avaient effectué le déplacement pour diagnostiquer leurs maux et retourner à la maison avec des médicaments gratuits » [Les Échos, 11/09/2007 : « MEDCAP - Des soins gratuits offerts à Baguinéda et Sinkoro »]*

*« une semaine ophtalmologique, qui en plus des consultations gratuites, est l'occasion de remobiliser... » [L'Essor, 13/10/2006 : « Lutte contre la cécité : LA CHAÎNE DE LA SOLIDARITÉ »]*

*« Le centre islamiste d'Hamdallaye a abrité jeudi dernier la cérémonie de lancement de la seconde édition des consultations ophtalmologiques en faveur des personnes âgées » [L'Essor, 21/01/2006 : « CONSULTATIONS GRATUITES POUR LES PERSONNES AGÉES »]*

*« Pour lui, l'objectif est d'offrir gratuitement à 106 nourrissons du lait pour éviter la transmission mère-enfant » [L'Indépendant, 18/12/2006 : « PRISE EN CHARGE DES NOURRISONS NÉS DE MÈRES SÉROPOSITIVES – Médecins d'Afrique au chevet de 106 bébés de l'hôpital Gabriel Touré »]*

*[L'Indépendant, 31/07/2006 : « L'ONG AMPD offre 2000 moustiquaires imprégnées aux femme enceintes »]*

Depuis 2008, cette pratique se généralise avec une forme de récupération, qui instrumentalise la 'vague' de la gratuité à des fins de communication (via des 'événements' gratuits) et semble être devenu un levier commercial.

La Presse, sans par ailleurs porter de regard critique, rend compte des multiples événements ponctuels de 'dons' et de consultations gratuites :

- Promotion des personnalités : cf. les pratiques de 'distributions' de la première Dame, des ministres lors de leurs déplacements ou en promotion des événements de leurs 'agendas'

*« Elle a remis aux associations et groupements féminins 21 moulins, 5 tonnes de mil... un lot de 100 moustiquaires imprégnées » [L'Essor, 19/06/2008 : « Mme Touré Lobbo Traoré à Lanfolila : POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS »]*

*« Pour ce faire, elle a offert un lot de dons à l'AMAS-AFAS et au CESAC composés de riz, de mil, de sel, de lait pour les enfants, des cartons de savons, des moustiquaires imprégnées » [L'Essor, 19/06/2008 : « Mme Touré Lobbo Traoré à Lanfolila : POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS »]*

- Générosité des 'fondations' des marques à des fins de 'respectabilité', Ikatel ayant largement joué sur ce tableau

*« M Oumar Ibrahim Touré a déploré le fait que pour 12 700 000 habitants, seulement 28 médecins ophtalmologues et 106 techniciens spécialisés en ophtalmologie sont opérationnels au Mali. Soit un médecin ophtalmologiste pour environ 470 000 habitants.*

“Mais quand on exclut Bamako, on a un ratio de un médecin ophtalmologiste pour 1 833 000 habitants”, a-t-il ajouté. [...] M. Oumar Ibrahim Touré a remercié les partenaires techniques et financiers qui accompagnent le Mali depuis des années et qui continuent encore de le faire. A cet effet, il a salué particulièrement les efforts du centre Carter, de Helen Keller International, de Sight Savers International, de International Trachoma Initiative, de l’Organisation pour la prévention de la cécité, de l’USAID, de World Vision, de Lions Club International et de Cristoffel Blinden Mission, “qui déploient tous des trésors d’imagination et de savoir-faire pour faire traiter les populations afin d’atteindre les objectifs de “Vision 2020 : le droit à la vue”. [...] “Plus récemment, avec l’arrivée de l’Opération Milagro, fruit du partenariat entre le Mali et Cuba, auquel se joindra le Venezuela, les activités supplémentaires de prise en charge de la cataracte permettront au Mali de solder les cas de cataractes, «laissés pour compte», et qui se chiffrent à plus de 60 000 unités“, a révélé le Ministre qui n’a pas oublié **la Fondation ORANGE-Mali qui s’investit depuis plusieurs années dans la chirurgie gratuite de la cataracte dans le Mali profond, ainsi que SOTELMA-MALITEL qui équipe les districts sanitaires en matériels ophtalmologiques.** [...] Le Premier Ministre a remercié les partenaires techniques et financiers du Mali en matière de lutte contre la cécité, et rassuré que des moyens seront mis à la disposition du département de la Santé, afin de combler les vides. Pour la circonstance, des donations ont été faites par Sight Savers International (SSI) et International Trachoma Initiative (ITI), d’une valeur de 59 575 000 FCFA. » [Le Soir de Bamako, en ligne le 14/10/08, « **Lutte contre la cécité : Pour une santé visuelle de qualité** »]

« Le centre de recherche sur le paludisme et d’essai des vaccins de Bancoumana est un des quatre centres du MRCT dans lesquels des essais cliniques sont menés. En plus de son objectif de recherche, ce centre constitue également un appui considérable au développement social de la commune. En effet, **il assure la gratuité des soins aux participants à l’étude**, une meilleure protection sanitaire de la population grâce à la présence de nombreux médecins du programme, selon nos investigations. Aussi, c’est grâce à la présence de ce programme à Bancoumana que la connexion internet y est disponible à travers le VSAT » [Info Matin, non daté, « Coopération universitaire Mali-USA : front uni contre le palu »]

- Eléments ‘festifs’ des commémorations (centres de santé, diabète)

« Dans le cadre de la politique sectorielle de la santé, le Centre de Santé Communautaire de Bozola, dans la mouvance de la célébration de son 15e anniversaire, le samedi 4 Avril, **a procédé à l’inauguration de son nouveau bâtiment et en a profité, avec l’assistance des médecins cubains pour consacrer cette journée à des consultations et au dépistage gratuits du diabète.** [...] Le représentant du maire de la commune II, M’Paly Coulibaly, s’est réjoui de l’initiative de la consultation gratuite surtout à l’intention des personnes âgées. Il a donné l’assurance d’un l’appui constant des collectivités auprès du centre. Le président de l’ASACO, Wahab Touré, a expliqué qu’à travers la consultation gratuite l’association espère ainsi apporter sa modeste contribution à l’émergence d’un secteur de santé communautaire plus performant et de qualité en synergie avec les engagements des plus hautes autorités en vue d’atteindre les OMD. [...] Ainsi, a-t-il souligné "dans cette croisade contre la maladie, nous osons espérer que l’appui de ceux que nous considérons désormais comme des amis de notre centre de santé ne nous fera pas défaut, tout comme par le passé ". » [L’Indépendant, en ligne le 06/04/2009, « **15e anniversaire du Centre de santé communautaire de Bozola : Des consultations gratuites pour marquer l’événement** »]

- Volet ‘démocratique’ des cliniques privées, ce parfois parallèlement à un discours commercial purement élitiste

« Le paysage des infrastructures sanitaires du Mali s'est enrichi depuis le vendredi 6 juin 2008 avec l'inauguration, par son excellence Amadou Toumani Touré, président de la République, de la polyclinique médico chirurgicale du Fleuve sise à Bacodjkoroni ACI, en commune V. [...] La polyclinique dont le coût de réalisation s'élève à environ 2 milliards de FCA à une capacité d'hospitalisation de 36 lits fonctionnels, avec une possibilité d'extension à 50 lits. [...] **A la polyclinique médicochirurgicale de Baco-Djikoroni la dimension sociale est prise en compte. Dr Ibrahim Traoré dira que chef de l'Etat que la structure s'engage à opérer, quel que soit les missions qui seront d'une périodicité de 3 à 6 semaines, deux patients de la maison des aînés, avec une prise en charge gratuite de bout en bout.** [...] Située dans un cadre unique au bord du majestueux fleuve Niger, la polyclinique médicochirurgicale du Fleuve est une société à responsabilité limitée avec un actionnariat malien. » [Le pouce, en ligne le 09/06/2008, « Polyclinique médico-chirurgicale du fleuve : Jeter les bases d'un partenariat public-privé »]

- Avec une reprise idéologique remplaçant la gratuité dans une historicité marxienne... un retour de la gratuité dans le champ du politique via une dérive populiste

« **La révolution cubaine inspire de plus en plus les adeptes des politiques socialistes dans notre pays.** Sous l'impulsion du parti Sadi, des médecins cubains et leurs homologues de la clinique Bakaridjan ont assuré une consultation clinique dans les spécialités comme la pédiatrie, la médecine générale, la gynécologie, la dermatologie et la médecine interne pendant toute la journée du 23 juillet 2009. **La clinique Bakaridjan Diarra vient d'ouvrir ses portes à Baco-Djicoroni Plateau, le 23 juillet dernier. La clinique veut contribuer à l'amélioration de la santé de la population par la fourniture des soins de santé de proximité à moindre coût.** « À ce titre, elle met à votre disposition une équipe qualifiée avec des compétences dans les domaines de la médecine générale et spécialisée » a déclaré Dr. Abdoul Sarr à l'endroit de la population. Cette ouverture a été mise à profit par les partenaires de la clinique, qui sont l'ONG Medes/Sapcom et la brigade cubaine, pour célébrer la commémoration de la 56e année de l'attaque de la Moncada au Cuba. Cette attaque avait conduit, il faut le rappeler, à la révolution cubaine en 1959. En fait, l'initiative est inspirée de cette révolution cubaine initiée par **Fidel Castro qui a rendu gratuits les secteurs vitaux de la société que sont l'éducation et la santé.** Attaché à une vision pro-socialiste, le parti de la solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi) a accompagné cette journée de consultation médicale gratuite à la clinique Bakaridjan. [...] Le parti de Cheick Oumar Sissoko n'est pas à sa première initiative du genre. Selon le représentant du parti à la cérémonie de lancement de la journée de consultation gratuite, Kadialy Traoré, le parti Sadi a organisé des journées similaires en Commune I du district de Bamako, et dans le village de Boï dans le cercle de Kolondiéba, etc. » [Le Républicain, en ligne le 24/07/2009, « Journée de consultation médicale gratuite : La révolution cubaine fait tâche d'huile au Mali »]

#### Au bilan sur les événements ponctuels :

- L'information délivrée : factuelle, moralisée (le 'bien')
- Le rôle de la Presse : relais d'information générale... sans opinion

## IV- Conclusions

Le traitement de la question de la gratuité par la Presse malienne pourrait être qualifiée de ‘support à la création d’un mythe’.

Il semble très difficile pour la Presse de critiquer les mesures de gratuité, ne serait-ce qu’à travers l’analyse de leurs effets et des conditions de leur mis en œuvre ; en effet, les politiques de santé :

- Favorisent dans leur principe l’accès des populations démunies aux soins de santé, ce qui est moralement inattaquable
- Sont l’un des ‘fers de lance’ du pouvoir, or la contestation politique n’est pas le fait des grands quotidiens, qui pour diverses raisons se tiennent globalement de tout affrontement direct avec le gouvernement et surtout le chef de l’État
- Sont mises en œuvre par le lectorat principal de ces journaux, avec un dilemme commercial évident
- Sont l’un des rares domaines où le Mali se positionne favorablement sur l’échiquier international, ne serait-ce qu’au sein des PVD.
- Constituent dès lors un thème très mobilisateur, mixant sensibilité, politique, morale, satisfécits...

Elle n’est jamais problématisée

- ni en termes de pertinence
- ni en termes d’équité/justice/égalité

La gratuité est ainsi abordée de façon relativement dogmatique :

- son principe même n’est jamais questionné
- des résultats lui sont attribués, parfois malgré l’absence de crédibilité
- avec des confusions manifestes entre causes et effets

Mais, parallèlement, la question même est diluée :

- affadie par le caractère de plus en plus itératif, répétitif de la façon dont elle est abordée
- diluée au sein d’articles qui, globalement ; l’utilisent comme arguments mais pas comme sujet principal (seulement deux ‘Unes’ recensées)

**La quasi totalité des articles l’abordent de façon factuelle.**

**La façon dont la Presse traite l’information est symptomatique d’une relation très partielle :**

- **tantôt emphatique, moralisée, dramatisée, non vérifiée... lorsqu’elle est au service des mesures elles-mêmes, avec un mécanisme de discours auto-référentiel**
- **tantôt elliptique, et toujours en citation lorsqu’elle questionne**

Types d’articles	Nb d’articles	Nature de l’information	Rôle de la Presse
------------------	---------------	-------------------------	-------------------



- Annonces - Ponctuel	<b>41</b>	- soit qualifiée, dramatisée, et non critique - soit moralisée (le 'bien')	Relais d'information générale... sans opinion
- Référence - Louange - Résultats	<b>38</b>	- soit auto référencée - soit subjective, au service d'un discours politique - soit décontextualisée, non analysée (non vérifiée), voire manipulée	Support d'un discours de valorisation nationale
- Mise en œuvre théorique/ - Financière	<b>53</b>	Explicative, 'pédagogique'	Relais d'information technique... sans opinion
- Obstacles	<b>30</b>	Potentiellement critique, mais souvent elliptique	Un rôle de 'garde fou' joué a minima, sans analyse ni prise de position très franche
- Plaidoyer	<b>24</b>	Subjective, d'opinion... mais jamais de la part des journalistes eux-mêmes	Vecteur de diffusion d'idées, force et support à l'évolution des mentalités et des politiques